

FONDATION
POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE



OCTOBRE 2007

www.fondapol.org

DOCUMENT DE TRAVAIL

Où va l'Amérique ?

Bruno TERTRAIS

Maître de recherche, Fondation
pour la recherche stratégique (FRS)
Chercheur associé, Centre d'études
et de recherches internationales (CERI)

Bruno TERTRAIS

Maître de recherche, Fondation
pour la recherche stratégique (FRS)
Chercheur associé, Centre d'études
et de recherches internationales (CERI)

La fin du second mandat de George W. Bush va clore une période exceptionnelle dans l'histoire du monde, qui aura vu la puissance dominante tenter de procéder à des transformations en profondeur de l'ordre international. La brutalité de la méthode et le caractère discutables des résultats ont suscité un espoir au sein d'une grande partie de l'opinion internationale : celui d'une Amérique « revenant à la normale », perdant un peu de sa superbe et contrainte de composer avec les nouvelles puissances émergentes. Ces attentes sont infondées. Ce document tentera de démontrer que les États-Unis sont de plus en plus imprégnés par les valeurs conservatrices et républicaines, que la politique étrangère du pays a été infléchie pour longtemps, et que l'Amérique n'aura aucun concurrent sérieux avant plusieurs décennies. La première moitié du XXI^e siècle sera ainsi encore largement marquée par le caractère dominant de la puissance américaine, et l'ambition d'un monde « multipolaire » dans lequel les États-Unis agiraient de manière « multilatérale » et « réaliste » n'est pas près d'être réalisée. Mais les conditions d'exercice de cette puissance américaine vont toutefois évoluer de manière significative dans les prochaines décennies¹. La première partie de ce texte se situe dans le temps court, celui des cinq prochaines années. La seconde partie s'inscrit, elle, dans le temps long. Elle propose une vision prospective des États-Unis dans les vingt années qui viennent,

tant du point de vue de la politique extérieure que de l'évolution intérieure.

I – LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Les élections de novembre 2006 ont signifié la fin d'une époque. Mais nous n'avons pas assisté pour autant à un « changement de régime » à Washington, comme on l'a parfois dit ou écrit de manière un peu trop hâtive.

Ce fut une défaite des républicains beaucoup plus qu'une victoire des démocrates. Les élections de la sixième année, au milieu du second mandat d'un président, sont généralement défavorables à la majorité en place². L'Irak était devenu, pour la première fois, un élément déterminant pour les électeurs américains (deuxième préoccupation des sondés derrière l'économie), donnant mécaniquement un avantage aux démocrates, alors que les élections de 2004 s'étaient jouées sur le terrain des « valeurs morales ». En effet, à la veille des élections, seuls 29 % des Américains approuvaient la politique de M. Bush sur l'Irak. Les erreurs et les échecs des six dernières années ont pesé lourdement. La conduite de la guerre contre le terrorisme a été entachée par les questions relatives à la détention et à la torture des détenus. Les déficits fédéraux ont atteint des niveaux abyssaux. Les grandes réformes promises par M. Bush se soldent par des programmes coûteux ou incohérents. La gestion du désastre de La Nouvelle-Orléans par le pouvoir fédéral a été unanimement critiquée. Le bilan propre de la dernière session du Congrès républicain n'était pas non plus glorieux. La Chambre ne

1. Pour un tableau général des États-Unis après le 11 Septembre, on se référera à G. Parmentier (dir.), *Les États-Unis aujourd'hui : choc et changement*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2004 ; B. Tertrais, *Quatre ans pour changer le monde*, Éditions Autrement, Paris, 2005 ; G. Dorel, *Atlas de l'empire américain*, Éditions Autrement, 2006 ; D. Lacorne (dir.), *Les États-Unis*, Fayard, Paris, 2006.

2. Les élections de 1998 avaient été à cet égard une exception historique.

s'est jamais aussi peu réunie depuis soixante ans. Les fonds réservés pour des projets locaux ont été multipliés par dix depuis l'arrivée de la majorité républicaine en 1994³. Plusieurs « affaires » (corruption, mœurs) ont affecté le soutien de la base républicaine et surtout de l'électorat modéré, qui s'est tourné vers les démocrates.

En fin de compte, ce sont les jeunes (de 18 à 29 ans) et les Hispaniques qui ont sans doute fait la différence. Ces deux groupes ont en effet voté très majoritairement pour les démocrates : à 60% contre 38% pour le premier, et à 69% contre 30% pour le second (sans doute en raison des controverses sur la politique d'immigration de l'administration⁴).

L'accession de M^{me} Nancy Pelosi aux fonctions de speaker de la Chambre des représentants est un événement. Chef de la minorité depuis 2002, l'élue de San Francisco a su maintenir l'unité du parti à la Chambre des représentants malgré son profil très marqué « à gauche ». La reconquête de la Chambre par les démocrates est une victoire personnelle pour elle. Première femme à occuper ce poste et très opposée à la guerre en Irak, elle est favorable à un retrait immédiat. Elle est par ailleurs depuis longtemps particulièrement impliquée dans la défense des droits de l'homme (Chine, Darfour).

Il n'y a pas eu de raz-de-marée du Parti démocrate. Avec 230 sièges sur 435, les démocrates ont conquis la Chambre pour la première fois depuis les élections de 1994 (qui avaient, elles, vu une large victoire républicaine avec 53 sièges gagnés), mais leur victoire s'est jouée sur un petit nombre de sièges, et dans plusieurs cas avec des majorités très courtes en voix. Le caractère relativement limité de cette victoire n'a rien eu de surprenant. Le taux de réélection à la Chambre des représentants est généralement très élevé. En raison de la brièveté du mandat (deux ans), la plupart des sortants se représentent. Et le découpage des circonscriptions a favorisé la stabilité au détriment des démocrates. Au Sénat, le gain de six sièges leur a donné la majorité de justesse (51 sur 100).

Que faut-il attendre des quelque quatorze mois qui nous séparent du départ définitif de George W. Bush de la Maison-Blanche, le 20 janvier 2009 ?

3. L'exemple typique est un projet de pont reliant la ville de Ketchikan (Alaska) à une île habitée par 50 personnes, pour un coût de 223 millions de dollars.

4. Plus traditionnellement, les « Noirs » ont voté pour le Parti démocrate (89% contre 10% aux républicains), et les « Blancs » évangéliques pour le Parti républicain (70% contre 28% aux démocrates).

Certainement pas une réorientation complète de la politique étrangère américaine.

Certes, le remplacement de Donald Rumsfeld a indubitablement marqué la fin d'une époque. Les élections de 2006 ont servi de prétexte à un départ qui était déjà annoncé, et même réclamé par de nombreux républicains. C'en est ainsi fini de l'axe « nationaliste » Cheney-Rumsfeld, qui a tant influencé la politique américaine depuis 2001. L'influence du vice-président est encore diminuée par le départ de ses principaux relais dans l'administration : Lewis « Scooter » Libby, son fidèle conseiller, contraint à la démission en raison de son rôle supposé dans l'affaire Valerie Plame; John Bolton, jamais confirmé dans son poste d'ambassadeur aux Nations unies; Robert Joseph, responsable des affaires de contrôle des armements et de non-prolifération, opposé à la conclusion d'un accord avec la Corée du Nord; Liz Cheney, la propre fille du vice-président, qui était jusqu'en 2006 en charge de l'Irak et de la Syrie au sein du Département d'État et qui a démissionné pour raisons personnelles. Ce départ des principaux acteurs du camp nationaliste fait suite à celui des néoconservateurs (qui étaient en fait assez rares au sein de l'administration) tels que Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentagone, et Douglas Feith, en charge de la politique de défense. Robert Gates, qui remplace M. Rumsfeld, a un profil beaucoup plus discret que son prédécesseur et peut être affilié à la tendance « réaliste »⁵.

Mais la disponibilité nouvelle de l'administration à un dialogue direct avec l'Irak et la Syrie ou la conclusion d'un accord avec la Corée du Nord ne doivent pas faire illusion. Si quelque chose a changé, c'est plutôt « la forme que le fond »⁶. La conversion au « réalisme », tant attendue de ce côté-ci de l'Atlantique, n'a pas eu lieu et n'aura sans doute pas lieu. D'emblée, George W. Bush a en effet rejeté les conclusions du rapport Baker sur l'Irak et a décidé de renforcer provisoirement le dispositif américain d'au moins 30 000 hommes, notamment pour sécuriser la région de Bagdad. Et, s'agissant de l'Irak, les partisans d'une ligne dure ont eu le sentiment d'être confortés dans leurs choix : ce n'est qu'après la prise de sanctions contre Téhéran en décembre 2006 et quelques démonstrations de force de la part des États-Unis au début de l'année 2007 (déploiements navals

5. M. Gates était membre de l'Iraq Study Group, panel bipartisan de haut niveau qui a rendu ses conclusions (rapport Baker) à l'automne 2006.

6. J. Barry, R. Wolffe et E. Thomas, « Stealth warrior », *Newsweek*, 19 mars 2007, p. 34.

dans le golfe Persique, arrestations d'agents iraniens en Irak) qu'un débat a semblé naître à Téhéran sur le bien-fondé d'une politique de confrontation avec les États-Unis.

Il ne faut pas se tromper sur la personnalité du président américain : ce dernier estime avoir une responsabilité devant l'Histoire et continuera à agir selon sa conscience. Se comparant sans doute à Harry Truman, qui jeta les bases de quarante années de politique extérieure américaine, il semble se moquer totalement de son impopularité record. Il pourra d'autant plus agir à sa guise qu'il n'est pas rééligible et que son vice-président n'a pas l'intention de concourir en novembre 2008, situation inédite dans l'histoire récente du pays, puisqu'elle ne s'est pas présentée depuis 1952.

En résumé, la Maison-Blanche estime disposer encore aujourd'hui d'une large liberté d'action en matière de politique étrangère et ne se privera pas de faire des choix contestables si elle estime qu'il s'agit d'un devoir. Quant aux contrepoids idéologiques au sein de l'administration, ils restent limités. Certes, c'en est sans doute fini du caractère totalement dysfonctionnel de l'organisation de la branche exécutive du gouvernement que l'on a connu jusqu'au départ de M. Rumsfeld, avec une présidence incapable d'arbitrer entre les différentes factions du régime⁷. Mais M^{me} Rice et M. Gates ont beau être davantage enclins que MM. Bush et Cheney au « réalisme » et au « multilatéralisme », ils restent des républicains plutôt conservateurs, et se veulent d'une fidélité sans faille au président. Et les « durs » n'ont pas totalement disparu, certains d'entre eux sont même à des postes clés : Elliott Abrams, en charge de la démocratisation et du Moyen-Orient au National Security Council (NSC), William Luti, responsable de la politique de défense au NSC, ou Zalmay Khalilzad, ancien ambassadeur en Afghanistan et en Irak, qui a remplacé M. Bolton comme représentant américain aux Nations unies.

En outre, les démocrates n'ont pas les moyens de peser de manière substantielle sur la politique extérieure du pays. Rappelons d'abord que le pouvoir du Congrès dans la définition des grandes

orientations de la politique étrangère reste assez limité⁸. Surtout, la majorité au Sénat ne sera pas suffisante pour une ratification des traités qui préoccupent les Européens (protocole de Kyoto, Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, traité de Rome instituant la Cour pénale internationale, etc.), le vote se faisant à la majorité des deux tiers. Elle n'atteint pas non plus, de ce fait, la « super majorité » nécessaire pour s'opposer à un veto présidentiel (deux tiers également). Elle est, enfin, assez fragile car elle repose sur le soutien de deux indépendants aux 49 sénateurs démocrates⁹. De manière générale, la marge de manœuvre des démocrates reste limitée : les majorités obtenues ne sont pas suffisantes pour contourner un veto présidentiel. Rappelons également que de nombreuses décisions controversées de ces dernières années ont été approuvées par une grande partie des démocrates (Patriot Act, décision d'envahir l'Irak, législation sur la torture...).

Sur le plan extérieur, les trois pays qui avaient été identifiés par le discours de janvier 2002 comme représentatifs d'un « axe du mal » restent les principales priorités de l'administration : l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.

Depuis le début de l'année 2006, l'Irak a pris une place centrale dans le débat politique américain – ce qui explique d'ailleurs en partie la défaite républicaine aux dernières élections. La question irakienne est désormais un véritable « trou noir », vers lequel convergent tous les débats politiques et qui neutralise la capacité de l'administration à lancer des projets mobilisateurs dans d'autres domaines. La question de savoir si le pari américain de la démocratie en Irak a échoué ou seulement à demi échoué est sans objet. Ni l'administration Bush ni les intellectuels néoconservateurs n'ont jamais prétendu que la démocratie serait établie en quelques années, mais il est incontestable que les États-Unis en sont aujourd'hui réduits à espérer une stabilisation de la région de Bagdad avant la fin 2008 comme seul objectif viable. La nomination du général David Petraeus, unanimement respecté, comme commandant des forces de la coalition, et l'envoi de près de 30 000 hommes supplémentaires sont sans doute les dernières cartes que Washington pouvait encore abattre. L'administration est prise à son propre piège rhétorique : à force d'affirmer,

7. Le troisième livre de Bob Woodward sur la présidence de M. Bush, consacré à la gestion de la crise irakienne depuis 2003, est lumineux de ce point de vue. Voir B. Woodward, *State of Denial. Bush at War, part III*, Simon & Schuster, New York, 2006. Entre autres perles, on y trouve ce jugement de David Kay, l'inspecteur américain en charge, un temps, de la quête des armes de destruction massive en Irak, à propos de M^{me} Rice : « Elle fut probablement le pire conseiller national de sécurité [...] depuis que cette institution a été créée » (B. Woodward, *op. cit.*, p. 330).

8. En avril 2007, le Congrès n'a voté les crédits pour la poursuite des opérations en Irak qu'à la condition d'un retrait en 2008, mais M. Bush y a apposé son veto.

9. La défection d'un indépendant peut retourner une majorité : cela avait été le cas en juin 2001, conduisant les républicains à perdre le contrôle du Sénat jusqu'aux élections de novembre 2002.

depuis l'automne 2003, que l'Irak est devenu le front central de la guerre contre le terrorisme pour convaincre l'opinion américaine et les alliés des États-Unis, elle ne peut se permettre de donner le sentiment d'un échec complet... Et la question du retrait ne se pose pas en des termes aussi nets : Washington maintiendra sans doute un certain volume de forces militaires dans le pays pour très longtemps. Le débat porte sur le calendrier et les modalités du retrait du gros des forces, l'évolution des missions du contingent américain, le volume et le lieu de stationnement des troupes qui resteront ensuite sur place.

Mais la fin du double mandat de George W. Bush pourrait bien être tout autant déterminée par l'évolution de la crise iranienne. L'Iran d'aujourd'hui est en effet dans une situation tout à fait exceptionnelle, et ce à un triple égard. D'abord, il est le seul des trois pays de « l'axe du mal » de 2002 à poser effectivement le problème de la convergence entre prolifération des armes de destruction massive et soutien direct au terrorisme. Ensuite, sa position géographique le situe entre les deux principaux théâtres d'opérations militaires des États-Unis depuis le 11 Septembre, puisqu'il est bordé à la fois par l'Afghanistan et par l'Irak, et exerce son influence sur les deux territoires. Enfin, son soutien au Hezbollah chiite et la guerre du Sud-Liban de juillet 2006 ont lié de manière indissoluble l'enjeu central de la « guerre mondiale contre la terreur » (*global war on terror*) et l'abcès de fixation israélo-palestinien. En l'absence de règlement de la question nucléaire et de *modus vivendi* sur l'Irak, George W. Bush pourrait bien être tenté de procéder à un bombardement des principaux sites nucléaires connus et sans doute, par la même occasion, de l'infrastructure militaire des Gardiens de la révolution. La situation en Irak n'entraverait aucunement cette possibilité : l'Air Force et la Navy sont en effet très peu engagées sur le terrain, et aucune contrainte technique particulière ne s'opposerait à une action militaire massive contre l'Irak. Le Congrès démocrate ne pourrait s'y opposer, car la présidence n'aurait pas besoin d'une autorisation explicite du pouvoir législatif pour une telle action – outre le fait qu'une bonne partie des démocrates choisirait sans doute de ne pas faire obstacle à un coup de force contre l'Irak¹⁰.

10. L'approbation des actes de guerre par le Congrès est historiquement exceptionnelle. Elle n'a été recherchée par l'administration ni pour l'engagement en Corée (1950-1953), ni pour l'invasion de Panama (1989), ni pour les frappes sur le Kosovo (1999)...

Sans doute George W. Bush préférera-t-il attendre une situation favorable à la fois sur le plan politique (attendre que les sanctions aient démontré leur inefficacité) et sur le plan technique (attendre le redéploiement des forces américaines en Irak, afin de rendre celles-ci moins vulnérables aux inévitables représailles iraniennes). Mais en tout état de cause, l'idée selon laquelle l'échec en Irak rend moins probable une action contre l'Irak peut être renversée : c'est justement parce que George W. Bush n'a pas fait la preuve de la réussite de sa politique en Irak qu'il ne voudra pas avoir laissé, en sus, l'Irak se doter de l'arme nucléaire.

D'autre part, le début de règlement apparent de la crise nord-coréenne n'a absolument rien de probant, alors même que le régime avait affirmé de manière spectaculaire ses capacités dans le domaine nucléaire en procédant à un essai en octobre 2006. L'accord cadre de septembre 2005 et sa première traduction concrète (accord intérimaire de février 2007) sont très favorables aux intérêts de Pyongyang qui n'a, pour l'instant, pris absolument aucun engagement concret quant au démantèlement de son stock d'armes nucléaires et de plutonium de qualité militaire issu du réacteur de Yongbyon. Tout se passe comme si l'administration avait choisi de faire contre mauvaise fortune bon cœur et, comme dans le cas libyen, s'était résignée à s'accommoder d'un régime qu'elle déteste profondément en échange d'un minimum d'engagements vérifiables sur son comportement international. Pour ce qui concerne Tripoli, un choix stratégique semble avoir été fait par la famille Kadhafi : la fin du soutien au terrorisme et le renoncement aux programmes d'armes de destruction massive en échange d'une réintégration au sein de la communauté internationale. Pour ce qui est de Pyongyang, les termes de l'échange apparaissent moins clairement, mais il semble que le message passé par les États-Unis aux dirigeants nord-coréens ait été le suivant : nous pouvons nous accommoder de votre programme nucléaire à la condition que vous vous absteniez de toute exportation d'armes ou de matières.

Au Proche-Orient, aucune implication personnelle du président Bush en tant que médiateur n'est à attendre – à la fois en raison de ses convictions personnelles et de son style propre. M^{me} Rice, qui a relancé les efforts de paix du quartette (États-Unis, Union européenne, Russie, Nations unies) aura bien du mal à susciter la création d'un véritable État palestinien dès 2008, projet officiel de l'administration.

Les relations avec deux autres pays pourront évoluer dans les mois qui viennent. L'Arabie saoudite devait être le fer de lance d'une nouvelle alliance antichite dans la région¹¹. Mais Riyad semble avoir choisi de jouer, parallèlement, sa propre partition sur la scène proche-orientale en parrainant un accord de gouvernement pour l'Autorité palestinienne et en relançant l'unité arabe autour d'un plan de paix qui a fait grincer des dents à Washington. Quant au Pakistan – grand allié de l'Arabie saoudite et autre partenaire clé de Washington dans la « guerre contre la terreur », – il suscite aux États-Unis des inquiétudes de plus en plus vives devant son incapacité ou son manque de volonté de freiner tant la résurgence d'Al-Qaida dans les zones tribales que celle des talibans en Afghanistan.

Avec la Chine, les relations sont devenues plus tendues du fait de la nouvelle donne au Congrès. En mars 2007 a eu lieu un tournant à 180 degrés de la politique commerciale américaine vis-à-vis de Pékin, une radicalisation rompant avec vingt-trois ans d'une attitude plutôt libérale et bienveillante. Il est vrai que la tentation protectionniste n'est pas à l'œuvre chez les seuls démocrates, mais aussi, de plus en plus, chez les républicains – au point que certains n'hésitent plus à évoquer « la fin de l'ère de la libéralisation du commerce¹² ». Or l'Asie du Nord-Est devrait recueillir en 2008 toutes les attentions, car elle pourrait connaître une période de turbulences : le président taïwanais Chen Shui-bian n'étant pas rééligible, il pourrait être d'autant plus tenté de procéder à des gestes concrets vers l'indépendance que Pékin, qui veut absolument réussir les Jeux olympiques de l'été 2008, hésiterait sans doute avant de prendre des mesures d'ordre militaire contre l'île rebelle.

M. Bush laissera à son successeur un bilan pour le moins mitigé. Certes, le président sortant pourra se targuer d'avoir protégé la population des États-Unis : aucun attentat n'a eu lieu sur le territoire américain depuis le 11 Septembre. Mais les graves difficultés rencontrées par Washington et ses alliés en Afghanistan et en Irak laisseront des traces d'autant plus profondes que l'aventure irakienne aura fait plus de 3 000 morts américains. Et sur le plan intérieur, comme sous la présidence

de M. Reagan, les promesses d'un gouvernement « modeste » se sont concrétisées par exactement l'inverse : un gonflement phénoménal de la dépense publique, des déficits et de la dette. La réforme contestée de l'accès aux soins des personnes âgées (Medicare Part D) va coûter 1 200 milliards de dollars sur les dix premières années (2003-2013), soit la plus forte expansion de l'État providence depuis les années 1960. La réforme de l'éducation (No Child Left Behind) s'est traduite par un accroissement spectaculaire des subventions sans réel changement sur le fond. Quant à l'idée d'une réforme en profondeur du système de retraite par répartition (Social Security), chère au président, il est douteux qu'elle puisse être mise en œuvre dans le contexte politique issu des élections de 2006. Enfin, les déficits budgétaire et commercial se sont largement creusés.

Le prochain occupant de la Maison-Blanche héritera par ailleurs d'un système institutionnel qui ressemble plus à un champ de ruines qu'à l'harmonieux équilibre des pouvoirs envisagé par les Pères fondateurs. L'évolution du rôle du Congrès suscite des inquiétudes nourries. Les deux chambres, dont le rôle s'est accru dans les années 1970¹³ – suscitant, en retour, un interventionnisme plus important du pouvoir judiciaire dans les affaires de l'État – se caractérisent aujourd'hui davantage par un hyperactivisme législatif et des dépenses tous azimuts que par une volonté de contrôle effectif du pouvoir exécutif, et semblent se préoccuper tout autant des intérêts particuliers que de l'intérêt général. Depuis la victoire républicaine de 1994, il est devenu coutumier pour les nouveaux membres de vivre et travailler en priorité dans leur État plutôt qu'à Washington ; la plupart des représentants ne travaillent au Congrès que deux jours par semaine, et, en 2006, le nombre de jours de session de la Chambre a été le plus faible depuis soixante ans¹⁴. Enfin, le contrôle parlementaire de la politique étrangère et de la politique de sécurité a presque totalement disparu en six ans¹⁵.

M^{me} Pelosi souhaite que les représentants travaillent désormais cinq jours par semaine à Washington, elle a relancé le processus des auditions parlementaires et présidé, avec le texte voté en mars 2007, au lancement du premier défi politique sérieux contre M. Bush à propos de la guerre en Irak. Mais les démocrates ont d'ores et

11. Sur ce point voir S. M. Hersch, « The redirection », *The New Yorker*, 5 mars 2007. Depuis la parution de l'article, la ligne défendue par le prince Bandar bin Sultan (renforcement de l'alliance avec les États-Unis, rapprochement avec Israël et soutien armé si nécessaire aux milices sunnites en Irak) semble avoir perdu du terrain à Riyad.

12. I. M. Stelzer, « The end of free trade », *The Weekly Standard*, 22 mai 2007.

13. War Powers Resolution (1973), Budget and Impoundment Act (1974), Foreign Intelligence Surveillance Act (1978).

14. « The vultures gather », *The Economist*, 4 novembre 2006, p. 13.

15. N. J. Ornstein, T. E. Mann, « When Congress checks out », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 6, novembre-décembre 2006.

déjà montré qu'ils étaient pleinement disposés, tout autant que les républicains, à faire passer les intérêts locaux avant ceux de la nation. Ainsi M^{me} Pelosi a-t-elle laissé le groupe démocrate ajouter aux fonds demandés par M. Bush pour la poursuite de la guerre en Irak une aide de 252 millions de dollars à l'industrie laitière et de 74 millions aux producteurs de cacahouètes¹⁶...

Par ailleurs, les démocrates sont profondément divisés, comme on a pu le voir par exemple à propos du débat sur l'Irak. Ses membres se répartissent en trois tendances : les libéraux, les centristes du Democratic Leadership Council et enfin les Blue Dogs (44 représentants prônant notamment une politique fiscale responsable).

M. Bush et son équipe ont sans doute échoué dans leur pari de constituer une majorité républicaine durable¹⁷, mais une victoire des démocrates en novembre 2008 n'est aucunement acquise et, comme on le verra plus loin, l'Amérique restera ce qu'elle est : profondément conservatrice et durablement marquée par le 11 Septembre.

II – L'HYPERPUISSANCE AMÉRICAINE EST-ELLE DURABLE ?

Les oscillations de la politique extérieure des États-Unis

On peut résumer l'évolution de la politique américaine comme étant composée de trois grands « axes », chacun formé de deux pôles, entre lesquels oscillent les différentes administrations en fonction de leurs préférences idéologiques et du contexte politique du moment.

– *Internationalisme et isolationnisme.* Ce premier axe concerne l'engagement dans les affaires du monde, mais il n'est plus guère pertinent aujourd'hui. La jeune république américaine était isolationniste à ses débuts. Comme on le sait, George Washington, déjà, avait invité ses concitoyens à se méfier du piège des alliances, et cette tendance est restée forte pendant la majeure partie de l'histoire du pays. Comme l'écrit Henry Kissinger, « l'exceptionnalisme américain a produit une politique étrangère essentiellement isolationniste, interrompue occasionnellement par des croisades morales¹⁸ ». Mais au xx^e siècle,

l'Amérique a compris qu'elle ne pouvait pas se désintéresser des grandes évolutions de la planète. Le refus du Congrès américain de se joindre à la Société des nations aura été le dernier accès de fièvre isolationniste des États-Unis. Lors de son élection, Harry Truman dit : « Les États-Unis doivent accepter leur pleine responsabilité du leadership dans les affaires internationales afin que nous puissions avoir une paix durable dans le monde¹⁹. » Et, depuis le 11 Septembre, la tendance isolationniste est totalement marginalisée dans le débat politique américain²⁰.

– *Multilatéralisme et unilatéralisme.* En revanche, le balancement entre multilatéralisme et unilatéralisme reste pleinement d'actualité. Si l'on fait un mauvais procès à l'Amérique de George W. Bush en l'accusant de conduire systématiquement une politique unilatéraliste, et si Bill Clinton n'a pas toujours été un paragon de multilatéralisme – contrairement à l'image qui est restée de son administration –, force est de constater que la préférence pour une action basée sur le compromis au sein des grandes institutions (ONU, OTAN, etc.) n'a pas particulièrement caractérisé les six dernières années.

– *Réalisme et idéalisme.* De même, la politique étrangère américaine continue d'osciller entre le réalisme (la défense des intérêts) et l'idéalisme (la promotion des idéaux). Mais, dans les faits, elle se situe rarement à l'un ou l'autre de ces deux extrêmes ; elle tente fréquemment de réconcilier les deux, comme le faisait déjà George Washington, qui écoutait tout autant Alexander Hamilton le réaliste que Thomas Jefferson l'idéaliste²¹.

Cette double oscillation, multilatéralisme/unilatéralisme et réalisme/idéalisme, a produit des cas de figure très variés depuis une quarantaine d'années, que l'on peut grosso modo schématiser de la manière suivante : Jimmy Carter, multilatéralisme-idéalisme ; Ronald Reagan, unilatéralisme-idéalisme ; George H. W. Bush, multilatéralisme-réalisme ; Bill Clinton, multilatéralisme-idéalisme ; George W. Bush, unilatéralisme-idéalisme.

Une autre manière d'analyser la politique américaine est d'opposer, avec Brent Scowcroft, la « tradition » (George H. W. Bush) à la « transformation »

16. E. Luce, « Why little chance is left for Bush presidency », *The Financial Times*, 25 mars 2007.

17. Voir sur ce thème F. Vergniolle de Chantal, « Bush et la fin de l'ordre électoral du New Deal. La domination républicaine est-elle pérenne ? », *Études du CERJ*, n° 127, septembre 2006.

18. Henry Kissinger, « The icon and the eagle », *The International Herald Tribune*, 20 mars 2007.

19. Cité in A. Kohut, B. Stokes, *America Against The World. How We Are Different and Why We Are Disliked*, Times Book, New York, 2006, p. 168.

20. Au demeurant, elle ne représente que 12% de la population américaine selon une enquête récente (The Chicago Council on Global Affairs, WorldPublicOpinion.org, « World public reject US role as the world leader », 2007).

21. P. Garrity, « Warnings of a parting friend: US foreign policy envisioned by George Washington in his farewell address », *The National Interest*, n° 45, automne 1996, p. 26.

(George W. Bush)²². Cette opposition ne recouvre que partiellement la précédente. Les partisans de la transformation peuvent être des réalistes se préoccupant avant tout de la défense des intérêts (les nationalistes tels que Donald Rumsfeld) ou des idéalistes soucieux de la promotion des idéaux (les néoconservateurs tels que Paul Wolfowitz).

La préférence pour un monde « multipolaire » ou « unipolaire », quant à elle, n'est pas facilement attribuable à une famille politique ou à une école idéologique. Les démocrates ne valorisent pas autant que les républicains l'exceptionnalisme américain, mais défendent traditionnellement la nécessité du « leadership ». Les républicains se méfient davantage que les démocrates de la montée de nouvelles puissances telles que la Chine (sauf sur le plan économique, et encore), mais peuvent se contenter d'un « équilibre des puissances qui soit de nature à favoriser la liberté », pour reprendre les termes de la National Security Strategy de 2002²³.

Pas de « retour à la normale »

Quels que soient les résultats des élections présidentielle et parlementaires de novembre 2008, l'attente d'un « retour à la normale » de la politique américaine à partir de janvier 2009 risque fort d'être insatisfaite.

On l'a parfois oublié, pendant les années Clinton, les Européens et le reste du monde se plaignaient presque autant de l'unilatéralisme américain et de l'arrogance des États-Unis que depuis l'élection de George W. Bush. Et c'est dans ces années qu'avait été popularisée, à Washington, l'expression d'« États voyous »²⁴. Depuis l'époque de John F. Kennedy, regardée bien souvent comme un âge d'or de ce côté-ci de l'Atlantique, l'Amérique a changé : sa vision du monde n'est plus déterminée par les élites de la côte Est et la génération issue de la Seconde Guerre mondiale. La politique extérieure américaine est désormais beaucoup plus marquée par

les valeurs religieuses, la croyance en l'exceptionnalisme américain et l'idéalisme (défense des droits de l'homme, promotion de la démocratie...). De ce point de vue, une rupture historique a sans doute eu lieu avec l'élection de Jimmy Carter en 1976²⁵. Mais la culture du Sud, dépositaire de la rudesse écossaise et irlandaise, est aussi celle, plus violente, de l'esprit de conquête et de l'usage de la force. Ainsi n'est-il pas surprenant que les forces armées américaines soient largement en symbiose avec elle, ne serait-ce qu'en raison du grand nombre de bases militaires qui s'y trouvent, et ce depuis longtemps²⁶.

Cette mutation politique s'est accélérée avec les élections de 1994, qui ont porté au pouvoir une nouvelle génération de parlementaires républicains tournant le dos au multilatéralisme institutionnel. Puis le tournant du 11 Septembre a ensuite servi de catalyseur pour ancrer cette évolution de manière très profonde dans la culture politique du pays²⁷. John Lewis Gaddis suggère que le 11 Septembre a peut-être clos la phase multilatéraliste de la politique étrangère américaine, qui n'aurait été qu'une parenthèse à l'échelle de l'histoire du pays²⁸. La manière dont un Henry Kissinger, pourtant icône du « réalisme », s'exprime sur les raisons qui l'ont poussé à soutenir la guerre en Irak – en des termes que n'aurait pas reniés un nationaliste tel que Donald Rumsfeld ou un néoconservateur tel que Paul Wolfowitz – ou devise, comme il l'a fait plus récemment, sur l'intérêt, dans certaines circonstances, de l'emploi *préventif* de la force en dit long sur le déplacement du point d'équilibre de la politique étrangère américaine²⁹.

22. D. Rothkopf, *Running the World. The Inside Story of The National Security Council and The Architects of American Power*, Public Affairs, New York, 2006, p. 258 et 397.

23. « The national security strategy of the United States », septembre 2002, introduction. L'expression a disparu dans la stratégie de 2006 ; certains y ont vu un signe de la répudiation définitive de tout « réalisme » dans l'administration Bush. Voir J. Mann, « The curious disconnect in US foreign policy », *The Financial Times*, 16 avril 2006.

24. Cette catégorie n'a jamais fait l'objet d'une définition particulière, mais on peut la décrire comme le croisement entre la liste des États soutenant le terrorisme, établie par le Département d'État, et celle des pays réputés détenir ou développer des armes de destruction massive – soit aujourd'hui essentiellement l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord.

25. De ce point de vue, le mandat unique de George H. W. Bush aura sans doute été une exception historique. On rappellera que sous la présidence de M. Clinton, le thème principal de la diplomatie américaine était l'« élargissement » (*enlargement*) de la sphère de la démocratie politique et de l'économie de marché, concept proposé par le conseiller national de sécurité Anthony Lake.

26. La sociologie de l'armée américaine est, de ce point de vue, particulièrement intéressante : les Texans y sont largement surreprésentés au détriment, par exemple, des New-Yorkais. Et le fondamentalisme y est davantage présent que dans la population dans son ensemble (pas seulement dans le Sud, mais également dans le centre montagneux du pays).

27. Sur ce thème on pourra se référer à B. Tertrais, *La Guerre sans fin. L'Amérique dans l'engrenage*, Éditions du Seuil, coll. « La République des idées », Paris, 2004.

28. J. Lewis Gaddis, *Surprise, Security and the American Experience*, Harvard University Press, Cambridge, 2004.

29. « Parce que l'Afghanistan ne suffisait pas. [...] Il fallait les humilier [...] pour qu'il soit clair que nous ne voulons pas vivre dans le monde qu'ils veulent pour nous » (cité in B. Woodward, *op. cit.*, p. 408). Sur le deuxième point, voir H. A. Kissinger, « American strategy and pre-emptive war », *The International Herald Tribune*, 13 avril 2006.

Le prochain occupant du bureau ovale se distanciera probablement de certains excès de l'administration Bush. L'objectif grandiose annoncé lors de la seconde allocution inaugurale de George W. Bush, en janvier 2005, de « mettre un terme à la tyrannie dans notre monde » ne sera sans doute pas repris tel quel – d'autant que le soutien à la promotion de la démocratie est en déclin dans l'opinion³⁰. L'Amérique ne se risquera plus avant longtemps à lancer une guerre *préventive* de grande envergure, impliquant des centaines de milliers de soldats au sol, en l'absence de toute menace directe clairement identifiée. Des changements cosmétiques seront réalisés : un président démocrate renierait sans doute, par exemple, les expressions « guerre contre la terreur » et « axe du mal »³¹.

Mais dans les faits, les prochains présidents américains s'inscriront dans une continuité masquée par le caractère controversé du style de l'administration Bush, ne serait-ce que parce que de nombreux traits de la politique actuelle ont des origines plus anciennes. Sait-on, par exemple, que l'expression « guerre contre la terreur » avait été inventée par George H. W. Bush en 1985, à la suite d'une série d'attentats meurtriers contre les forces et les intérêts américains³² ? Et que Bill Clinton avait évoqué en 1998 un « axe diabolique » pour évoquer les liens entre le terrorisme, le trafic de stupéfiants et le crime transnational organisé³³ ? La politique consistant à favoriser les « coalitions de volontaires » plutôt que les organisations multilatérales avait été inaugurée par Bush père (guerre du Golfe, 1991) et poursuivie par Bill Clinton (intervention au Kosovo, 1999³⁴). Et c'est la même administration Clinton qui s'était efforcée de bâtir une « Communauté des démocraties » susceptible de devenir un jour une alternative à l'ONU³⁵ (notons, à cet égard, que les électeurs d'obédience démocrate sont

beaucoup plus favorables que les républicains à la promotion de la démocratie³⁶).

De ce fait, il n'y a rien de surprenant à ce que les textes produits par les principaux experts démocrates et qui visent à servir de plate-forme à la prochaine administration aient recours à un vocabulaire que d'aucuns penseraient sorti tout droit d'un discours de Dick Cheney : dans la proposition de « Stratégie de sécurité nationale » rédigée par le Center for American Progress, il est question « d'États voyous » tels que l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie, dont le caractère dangereux proviendrait « d'un mélange détonant de pouvoir sans partage, de visées extrémistes, et de la capacité de produire et d'utiliser des armes de destruction massive³⁷ »...

Les républicains avaient vilipendé la politique du *containment* lors de la campagne électorale de 1952, mais Eisenhower s'était empressé de la reprendre à son compte une fois parvenu au pouvoir. La même logique sera sans doute de même pour les successeurs du président actuel. Les deux impératifs de la présidence Bush – lutte contre le terrorisme et promotion de la démocratie – seront encore ceux des prochains présidents. Les États-Unis continueront à mener des opérations militaires significatives dans la zone du « Grand Moyen-Orient » (de la Méditerranée au golfe du Bengale), y compris peut-être de manière *préemptive*³⁸. Il ne faut guère s'attendre à un tournant radical dans la position américaine à l'égard de l'ONU ou des grands traités qui préoccupent les Européens. Et le droit américain continuera à primer sur le droit international. Quant aux relations commerciales, elles pourraient souffrir du regain de protectionnisme que l'on constate actuellement dans les milieux politiques américains – et pas seulement dans le camp démocrate.

L'on constate d'ores et déjà que les principaux candidats à l'élection présidentielle américaine de novembre 2008 n'entendent pas fondamentalement altérer la politique étrangère des États-Unis. Tous se prononcent en faveur d'une politique musclée de contre-terrorisme, affirment qu'ils

30. *Transatlantic Trends 2007*, p. 14-15.

31. Encore faut-il établir une distinction entre ces deux expressions, qui n'ont pas eu le même statut au cours de la présidence de George W. Bush : la première demeure, près de six ans après le 11 Septembre, un « label » officiel ; la seconde n'a été utilisée par les responsables de l'administration que pendant quelques semaines après le discours sur l'état de l'Union de janvier 2002.

32. D. Rothkopf, *op. cit.*, p. 258 et p. 397.

33. « President's address to the joint chiefs of staff and Pentagon staff », 17 février 1998.

34. Lors de l'intervention occidentale au Kosovo, l'OTAN avait servi de colonne vertébrale à la constitution de la coalition. Par ailleurs, les États-Unis effectuaient certaines actions de manière unilatérale, sans contrôle des alliés.

35. La France avait été le seul pays refusant de signer le document de clôture de la rencontre inaugurale de la Communauté des démocraties (Varsovie, 2000).

36. *Transatlantic Trends 2006*, p. 14-15.

37. L. J. Korb, R. O. Boorstin et le National Security Staff of the Center for American Progress, *Integrated Power. A National Security Strategy for the 21st Century*, Center for American Progress, p. 6.

38. Il est utile, ici encore, de citer le document du Center for American Progress : « La protection de notre peuple exigera parfois des actions militaires unilatérales. Nous frapperons pour mettre un terme à des menaces imminentes. Tout pays disposant de renseignements indiquant qu'il est sur le point d'être attaqué a le droit, aux termes de la doctrine de légitime défense par anticipation, de frapper le premier ou de lancer une attaque préemptive ». In L. J. Korb et al., *op. cit.*, p. 18.

n'hésiteront pas à employer la force militaire si nécessaire, et mettent en garde contre les risques d'un Iran nucléaire. C'est le cas notamment de John McCain ou de Hillary Clinton, mais les autres candidats potentiels (Rudolph Giuliani et Mitt Romney du côté républicain, Barack Obama et John Edwards du côté démocrate) ne peuvent guère être qualifiés de colombes...

L'avenir de la stratégie américaine

Si Donald Rumsfeld restera sans doute dans l'histoire comme celui qui incarne l'échec militaire des États-Unis, il serait injuste de ne pas lui reconnaître d'avoir fait avancer à grands pas la mutation de l'outil militaire américain. La « transformation » militaire est désormais en bonne voie – autrement dit, la priorité donnée aux unités mobiles et souples d'emploi, agissant avec une forte autonomie sur le terrain et disposant en temps réel de toutes les données de la machine de renseignement des États-Unis. Cette mutation est incarnée par exemple par le recours de plus en plus fréquent aux drones armés et aux forces spéciales (dont le nombre et le budget ont été considérablement augmentés depuis 2001). La *Global Posture Review* (2004) a profondément transformé la géographie des déploiements militaires américains : 70 000 hommes vont être rapatriés d'Asie et d'Europe, mais, parallèlement, un nouveau réseau de petites bases permanentes est mis en place pour pouvoir accueillir rapidement un contingent américain en temps de crise. L'armée de terre se redéploie hors d'Allemagne, symbolisant la distension des liens stratégiques transatlantiques, qui affecte aussi la Turquie et dont la guerre d'Irak aura été le révélateur. Le Pentagone veut faire de la Pologne sa nouvelle tête de pont en Europe.

Le budget militaire devrait connaître une décade avec la diminution de l'intensité de l'engagement américain en Irak, ce qui permettra d'amoinrir le déficit budgétaire. Mais il ne reviendra pas au niveau des années Clinton tant que les États-Unis se considéreront comme étant « en guerre ».

La stabilité des approvisionnements énergétiques extérieurs restera une priorité importante, car la demande continue à croître (+ 36 % entre 2002 et 2025³⁹). Certes, la diversification des sources d'approvisionnement et la réduction de la consommation des énergies fossiles semblent être des priorités durables et consen-

suelles, car elles se situent au confluent de priorités stratégiques et environnementales. Mais l'ampleur de la consommation américaine est telle que, dans un contexte de réduction rapide de la capacité nationale de production de pétrole, la dépendance du pays ne pourra décroître que lentement. En fait, l'on prévoit aujourd'hui que l'Amérique en 2030 importera 66 % de sa consommation de pétrole (contre 47 % aujourd'hui) et 20 % de sa consommation de gaz (contre 4 % aujourd'hui)⁴⁰.

Il ne fait aucun doute que le Moyen-Orient restera, dans les décennies qui viennent, l'un des principaux champs d'application de la stratégie américaine, car cette région du monde se situe au point de rencontre de trois priorités majeures : l'approvisionnement en pétrole, la menace terroriste et la sécurité d'Israël.

La survie de l'État hébreu restera une priorité pour les prochains présidents américains. Certes, la « relation spéciale » qui unit les deux pays n'a rien de structurel. Depuis 1948, les tensions ont parfois été très vives entre les deux pays, y compris dans une période récente (sous les présidences de Ronald Reagan et de George H. W. Bush). Et si les États-Unis restent perçus comme étant les seuls à avoir une capacité de médiation entre Israéliens et Palestiniens, c'est bien parce qu'ils sont perçus par les élites de la région comme ayant une politique plus équilibrée que ce que l'on peut penser de ce côté-ci de l'Atlantique – y compris, au demeurant, en raison de leurs intérêts stratégiques dans le monde arabe. Mais il est exact qu'il y a une très forte sensibilité aux préoccupations d'Israël au sein de l'opinion et chez les responsables politiques. Ce n'est pas le « vote juif » qui en est la cause principale. Certes, les démocrates, notamment, ne sont pas insensibles aux préférences de la communauté juive, puisque celle-ci vote au moins à 60 % pour eux depuis 1956. Mais depuis 1990, le nombre de juifs aux États-Unis a décliné, alors que le nombre de musulmans, lui, a pratiquement doublé⁴¹... Comment comprendre alors la très forte inclination pro-israélienne de l'administration Bush, quand le président n'a obtenu que 24 % du vote juif en 2004?... L'explication est simple : le soutien à Israël est essentiellement le fait des quelque 30 % de la population adulte qui se reconnaît dans l'évangélisme et perçoit une communauté de destin politique, voire spirituel, entre les

39. N. Gnesotto, G. Grevi (dir.), *The New Global Puzzle. What World for the EU in 2025?*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2006, p. 150 (ci-après : IES-UE 2006).

40. IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 150.

41. B. A. Kosmin, E. Mayer, A. Keyzar, *American Religious Identification Survey 2001*, The Graduate Center of the City University of New York, 2001, p. 13.

deux peuples, surtout depuis le 11 Septembre. La place prise par les évangéliques dans la société politique américaine conduit ainsi à prédire un caractère durable à l'amitié entre les deux pays, en dépit des mouvements de contestation qui se sont développés ces dernières années⁴².

En revanche, des incertitudes majeures demeurent sur les autres alliances américaines dans la région. Depuis une dizaine d'années, l'Arabie saoudite donne des signes d'émancipation, et Washington, de son côté, se méfie d'une société qui a généré la majorité des exécutants du 11 Septembre, peut-être avec des complicités au sein de l'appareil gouvernemental. Le sous-sol du royaume wahhabite recèle les plus grandes réserves connues de pétrole et la menace nucléaire iranienne contribue pour l'instant à pérenniser l'alliance stratégique entre les deux pays. Mais si l'Iran devait, à l'inverse, connaître une vraie démocratisation dans les deux décennies qui viennent, il serait logique que ce pays redevienne alors ce qu'il était pour Washington jusqu'à la fin des années 1970 : le principal allié des États-Unis dans la région.

Le mouvement le plus spectaculaire des vingt années à venir sera sans doute le déplacement de l'axe principal de la stratégie américaine de l'Europe vers l'Asie. Aux côtés des alliances traditionnelles (Philippines, Thaïlande, Australie, Japon) vont prendre place l'Inde et Singapour. L'avenir de l'alliance avec la Corée du Sud, qui semble désormais tout aussi sensible aux préoccupations de Pékin qu'à celles de Washington, est en revanche empreinte d'incertitudes. L'évolution des alliances américaines ira en tout cas de pair avec celle de la relation sino-américaine, qui pourrait être le déterminant central de la géopolitique du XXI^e siècle. Les États-Unis oscillent depuis la fin de la guerre froide entre « engager » et « contenir » la Chine. Les administrations américaines successives ont commencé par adopter une ligne dure à l'égard de Pékin, puis ont observé une attitude plus positive. L'administration Bush n'a pas fait exception à cette règle. Le comportement futur de la République populaire, notamment à l'égard de Taïwan et de ses autres voisins, sera à cet égard déterminant.

Vers un rééquilibrage de la puissance ?

Alors que la Chine et l'Inde s'affirment de plus en plus comme acteurs majeurs sur la scène mondiale, et que d'autres puissances telles que

le Japon, la Russie et l'Europe revendiquent une place plus importante dans l'environnement international, le poids relatif des États-Unis semble, de prime abord, mécaniquement amené à décliner. Ceci paraît d'autant plus vrai que l'Amérique est aujourd'hui, à bien des égards, une puissance « fatiguée ».

Sur le plan économique, les États-Unis connaissent une conjonction historiquement exceptionnelle de déficits majeurs.

Alors que le budget fédéral était encore équilibré en 1960, et avait même connu une brève période de surplus à la fin des années Clinton, le déficit budgétaire américain varie aujourd'hui, selon les années, entre 250 et 400 milliards de dollars (pour une dépense de 2 800 milliards de dollars en 2007). Les causes du creusement de ce déficit résident principalement dans la conjonction d'une augmentation de la dépense fédérale pour la sécurité et la défense depuis le 11 Septembre et de baisses d'impôts concomitantes. Les opérations militaires depuis 2001 ont à elles seules coûté 503 milliards de dollars (dont 351 pour la guerre en Irak)⁴³. Mais les budgets fédéraux sont surtout grevés par le poids croissant de la dépense sociale. Les programmes Social Security, Medicare et Medicaid représentaient à eux seuls 60 % de la dépense fédérale et 8,7 % du PIB en 2006 – pourcentage qui pourrait monter à 10,8 % en 2016 et 16 % en 2036 selon le Congressional Budget Office⁴⁴.

Une évolution dans le même sens a eu lieu sur le plan commercial. La désindustrialisation a eu pour conséquence un gonflement sans précédent des importations de produits manufacturés. Résultat : alors que la balance commerciale américaine était encore équilibrée en 1980, le déficit du commerce extérieur a atteint 763,6 milliards de dollars en 2006, soit 5,8 % du PIB⁴⁵. La tentation du protectionnisme va croissant, dans le camp démocrate, bien sûr – c'est de tradition depuis une quinzaine d'années –, mais aussi – c'est plus nouveau – dans le camp républicain. L'économiste Jeffrey Garten fait remarquer qu'avec la part croissante du commerce extérieur dans l'économie du pays (25 % du PIB aujourd'hui contre moins de 10 % dans

42. Sur la contestation aux États-Unis du soutien à Israël, voir le dossier de la revue *La Vie des idées*, « Israël autrement », n° 21, avril 2007.

43. « Estimated appropriations provided and requested for the war in Iraq and the war on terrorism, 2001-2008 », Congressional Budget Office, 7 février 2007.

44. Les principaux postes budgétaires fédéraux pour l'année fiscale 2007 étaient : 1) Social Security, 586 milliards de dollars; 2) défense, 466 milliards; 3) Medicare, 394 milliards; 4) aide sociale, 367 milliards; 5) Medicaid et autres programmes de santé, 276 milliards.

45. Dont 232,6 milliards de dollars avec la Chine.

la seconde moitié du xx^e siècle), la « politisation » du débat sur le commerce ne peut que croître⁴⁶.

La dette publique américaine a recommencé à croître depuis le début des années 1980 et représentait en 2007 au total 8 800 milliards de dollars, soit l'équivalent de près des deux tiers du PIB. Le Japon est le principal détenteur étranger de la dette publique américaine (644,3 milliards fin 2006) ; il est suivi de loin par la Chine et le Royaume-Uni.

Rappelons par ailleurs qu'au tournant du siècle, les États-Unis sont devenus importateurs nets de pétrole : ils importent désormais plus de 50% de leur pétrole consommé, la production nationale commençant à s'épuiser. L'Amérique apparaît ainsi de plus en plus dépendante de l'étranger pour le fonctionnement de sa machine économique.

Certaines évolutions dans le domaine de la formation et de la recherche peuvent en outre apparaître préoccupantes. Le nombre de jeunes ingénieurs diplômés a baissé de 20% entre 1985 et 2004, alors que la Chine forme désormais trois fois plus d'ingénieurs que les États-Unis⁴⁷. La croissance du nombre de demandes de brevets est désormais beaucoup plus rapide en Asie qu'elle ne l'est aux États-Unis⁴⁸. Et le nombre de doctorats délivrés par les universités américaines est stagnant alors qu'il avait connu une croissance spectaculaire dans les années 1990⁴⁹.

L'armée américaine est usée par plus de cinq ans d'emploi intensif sur des théâtres d'opération allant du Sahel aux Philippines, et surtout, bien sûr, par l'interminable engagement en Irak, qui affecte tout particulièrement l'armée de terre. Toutes ses forces de combat sont aujourd'hui déployées outre-mer. La Garde nationale et la réserve représentent déjà environ 20% de son contingent stationné en Irak. En avril 2007, elle a étendu la durée des rotations en Irak de douze à quinze mois – ce qui n'était pas arrivé depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle a dû modifier ses critères de recrutement. L'âge maximal pour s'engager a été repoussé à 42 ans, et le niveau requis d'exigence physique et intellectuelle a été abaissé. Aujourd'hui, plus

de 10% des nouvelles recrues ont un casier judiciaire. Quel que soit le scénario, il faudra au moins deux ou trois ans après la fin de l'engagement en Irak pour qu'elle récupère l'ensemble de ses aptitudes (en termes de renouvellement des matériels, notamment). Cette armée américaine est aussi de moins en moins représentative de la population : par exemple, les Noirs y sont surreprésentés (20% alors qu'ils ne représentent que 12,5% de la population).

Enfin, les limites de l'unilatéralisme sont apparues de manière flagrante : les États-Unis ont été contraints de reconnaître que la gestion des crises de prolifération nucléaire (Iran, Corée du Nord) impliquait une action concertée des grands acteurs internationaux, à la fois pour des raisons de légitimité et d'efficacité.

Pourquoi le xxi^e siècle sera (encore) américain

En dépit de ces faiblesses, il est possible d'avancer que la puissance américaine restera dominante au cours des prochaines décennies. Certes, cette domination sur la scène internationale ne se fera plus sans partage, mais aucun autre État ou groupe d'États ne pourra leur contester le rang de seule « hyperpuissance ».

Regardons d'abord les chiffres. Les États-Unis cumulent les classements au premier rang dans un nombre impressionnant de domaines extrêmement divers. Ainsi en est-il, dans le domaine économique, de la production mondiale (29%), du produit intérieur brut (11 000 milliards de dollars) et du revenu national (9 670 milliards de dollars), de la production d'énergie, de la production de viande, de la surface agricole cultivée (430 millions d'hectares, première production de maïs et de soja), de la production de logiciels (51,2%), de l'exportation de services, du nombre de sociétés nationales dans les 500 premières mondiales (49,7%), de la capitalisation boursière (42%), des dépenses de recherche et développement (plus du tiers), du nombre de brevets déposés (51,9%), des parts dans le capital du FMI, des stocks d'investissements directs de l'étranger (1 600 milliards de dollars), et des parts d'une monnaie nationale dans les réserves des banques centrales (66% de l'ensemble des réserves). La prééminence américaine dans le domaine intellectuel est tout aussi impressionnante – et sans doute encore plus importante pour l'avenir. Les États-Unis sont au premier rang pour le nombre de prix Nobel, le nombre d'étudiants étrangers, le nombre de serveurs Internet (80% de l'ensemble des serveurs) et les sites Internet les plus visités (68%).

46. J. E. Garten, « Trade starts at home », *Newsweek*, 26 mars 2007.

47. National Intelligence Council, *Mapping the Global Future. Report of the National Intelligence Council's 2020 Project*, NIC 2004-13, décembre 2004, p. 112.

48. En 2005 : +43,7% pour la Chine, +33,6% pour la Corée du Sud, +24,3% pour le Japon, contre +3,8% pour les États-Unis. Voir F. Zakaria, « How long will America lead the world? », *Newsweek*, 12 juin 2006, p. 40.

49. M. J. Lombardi, « The decline of the american superpower », *Defense & Security Analysis*, vol. 21, n° 3, p. 315.

Sur le plan militaire, les faiblesses repérées plus haut sont largement compensées par le caractère structurel de la domination américaine. Même avant la croissance des crédits du Pentagone décidée après le 11 Septembre, l'Amérique avait, de loin, le premier budget de défense du monde. Celui-ci représente aujourd'hui un total de 606 milliards de dollars, soit une augmentation de 40 % depuis 2001⁵⁰. Mais cette dépense ne représente que 3,8% du PIB américain (contre 11,7% pendant la guerre de Corée) et 20% du budget fédéral (contre 60% en 1956), et reste une ponction très largement supportable pour l'économie américaine. Cet investissement de longue date donne aux États-Unis aujourd'hui le « commandement des espaces communs », selon l'expression de l'analyste Barry Posen⁵¹. De même que l'Angleterre dominait les mers au XIX^e siècle, l'Amérique domine aujourd'hui non seulement les océans, mais aussi la sphère aérospatiale (air et espace extra-atmosphérique⁵²) ainsi que le « cyberspace ». L'investissement du Pentagone dans les hautes technologies est inégalé (70 milliards de dollars de recherche et développement en 2005⁵³). Seule l'Amérique dispose d'une capacité de « projection de forces » lui permettant de déployer en quelques semaines plusieurs centaines de milliers d'hommes sur un théâtre donné, capacité appuyée par un réseau de 800 bases sans aucun équivalent dans le monde. Une trentaine de pays accueillent en permanence un contingent américain significatif (plus de 100 hommes)⁵⁴. Si les propositions du Pentagone sont retenues, les effectifs de l'armée de terre et du corps des marines vont être augmentés de 10%, pour atteindre respectivement 547 000 et 202 000 en 2012. Cette capacité se double d'une aptitude à la « projection de puissance » assise notamment sur les bombardiers stratégiques et les plates-formes navales porteuses de missiles de croisière, et qui est en voie d'être renforcée avec la mise en œuvre du concept de *prompt global strike* (emploi des missiles balistiques à longue portée dans un mode conventionnel). Et si l'armée de terre va mettre du temps à se remettre de l'aventure irakienne, elle n'en demeurera pas moins

la force terrestre la mieux entraînée au monde. L'Amérique est enfin la seule puissance nucléaire qui soit techniquement en mesure de menacer tout autre État doté d'armes nucléaires d'une frappe « désarmante » ; sa supériorité relative sur ce plan est bien plus forte qu'elle ne l'était au temps de la guerre froide⁵⁵. L'ensemble de ces capacités lui permet de rester le premier protecteur militaire du monde, avec un réseau d'alliances de défense sans équivalent dans le monde : une cinquantaine de pays sont aujourd'hui protégés par les États-Unis en vertu d'un traité bilatéral ou multilatéral – sans compter ceux qui font l'objet d'une protection plus informelle mais tout aussi solide, tels qu'Israël, l'Arabie saoudite ou Taïwan⁵⁶. Et si l'on y ajoute l'ensemble des partenariats privilégiés conclus par Washington dans le domaine de la défense, près de la moitié des pays du monde (84 sur 192) peuvent être considérés comme alliés ou amis des États-Unis, soit une proportion bien supérieure à ce qu'elle était au temps de la guerre froide⁵⁷.

Mais le principal atout de l'Amérique est son extraordinaire dynamisme et sa capacité d'innovation dans les principaux domaines visant à assurer la pérennité de sa puissance et de son influence.

Ce dynamisme est d'abord démographique, car les États-Unis se distinguent ici de tous les autres grands pays industrialisés – avec comme conséquence, notamment, un poids des retraites qui sera comparativement plus facile à supporter dans les décennies qui viennent (en 2025, les États-Unis pourraient être le seul pays développé dont la population en âge de travailler sera encore en croissance⁵⁸). Ils ont franchi le cap symbolique des 300 millions d'habitants en octobre 2006. De 305,8 millions d'habitants en 2007, l'Amérique passera à 402,4 millions en 2050 et restera ainsi le troisième pays le plus peuplé au monde⁵⁹. Ce dynamisme est dû à la conjugaison de deux facteurs⁶⁰.

55. K. A. Lieber, D. G. Press, « The end of MAD? The nuclear dimension of US primacy », *International Security*, vol. 30, n° 4, printemps 2006.

56. On notera que le nombre de pays accueillant des forces américaines est en baisse constante depuis la fin de la guerre de Corée (plus de 40 à l'époque). Par ailleurs, le nombre de soldats américains aujourd'hui déployés outre-mer (386 000 hommes en 2005) reste inférieur aux niveaux de la guerre froide (535 540 en moyenne entre 1950 et 2000). Voir T. Kane, *op. cit.*

57. B. A. Thayer, « In defense of primacy », *The National Interest*, novembre-décembre 2006, p. 34.

58. Projections du US Census Bureau citées in N. Eberstadt, « "Demographic exceptionalism" in the United States: tendencies and implication », *American Enterprise Institute*, janvier 2007.

59. ONU, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *World Population Prospects. The 2006 Revision, ESA/P/WP.202*, 2007, p. 46.

60. N. Eberstadt, *op. cit.* Les deux phénomènes (immigration et fécondité) ne se confondent pas : les Américaines d'origine

50. Pour l'année fiscale 2008, l'administration a demandé au Congrès d'approuver un budget de défense de 623 milliards de dollars, le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale.

51. B. Posen, « Command of the commons. The military foundation of US hegemony », *International Security*, vol. 28, n° 1, été 2003.

52. Sur les 845 satellites aujourd'hui en orbite, 443 (soit 53%) appartiennent aux États-Unis ou sont exploités par eux.

53. A. Segal, « Is America losing its edge? », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2004.

54. Chiffres de 2003. T. Kane, *Global US Troop Deployment 1950-2005*, The Heritage Foundation, CDA06-02, 24 mai 2006.

Le premier est un taux de fécondité exceptionnel pour un pays hautement industrialisé, l'indice synthétique de fécondité y étant supérieur à 2 depuis 1989. Le second est une attractivité pour l'immigration qui est sans égale dans le monde. Entre 1996 et 2005, l'Amérique a accueilli en moyenne 980 000 nouveaux arrivants par an. L'ONU prévoit que les États-Unis resteront pour longtemps la terre d'élection des migrants, et qu'ils devraient accueillir en moyenne pas moins d'un million et demi d'entre eux par an d'ici 2050⁶¹.

Ce dynamisme est également intellectuel. La proportion d'Américains bénéficiant d'une éducation de niveau au moins secondaire est sans équivalent au sein de l'OCDE⁶². Ce n'est pas un hasard si le niveau moyen des connaissances scientifiques de la population américaine est supérieur à celui des Européens ou des Asiatiques⁶³. L'Amérique investit 2,6 % de son PIB dans l'éducation supérieure (contre 1,2 % pour l'Europe et 1,1 % pour le Japon)⁶⁴. Toutes les études, quelle que soit la méthodologie adoptée, indiquent que la grande majorité des meilleures universités du monde sont américaines⁶⁵. Au cours du xx^e siècle, les chercheurs américains ont remporté une proportion croissante des prix Nobel scientifiques : un septième entre 1901 et 1945, la moitié entre 1945 et 1975, et pas moins des deux tiers depuis 1975. Au total (prix Nobel de physique, chimie et médecine), 219 prix sur 494 entre 1901 et 2003. Un tiers des articles publiés dans les domaines scientifique et technologique sont signés par des auteurs américains⁶⁶. De plus, la porosité entre la recherche fondamentale et ses applications pratiques est particulièrement forte aux États-Unis ; c'est pour cette raison qu'il n'y a pas d'équivalent dans le monde aux institutions telles que le Massachusetts Institute of Technology (MIT) ou

le California Institute of Technology (Caltech)⁶⁷. La capacité d'innovation se développe rapidement dans les économies d'Asie. Mais l'aptitude américaine à valoriser cette innovation et à l'intégrer dans le système de production restera sans doute inégalée pour longtemps.

L'atout majeur que représente la langue anglaise contribue à la pérennisation de l'attractivité du modèle universitaire américain. En dépit d'une chute passagère due à l'effet du post-11 Septembre, les États-Unis continuent d'accueillir la moitié des émigrants de formation supérieure dans le monde ; ceux-ci représentent, sur place, pas moins de 42 % des résidents étrangers⁶⁸. Si la Chine peut devenir l'« atelier » du monde et l'Inde son « bureau », les États-Unis restent son « université » et son « laboratoire d'idées ».

De manière générale, l'économie américaine se caractérise par un très fort investissement sur l'avenir. L'Amérique investit 2,7 % de son PIB dans la recherche et le développement⁶⁹. Elle représente plus du tiers (35 %) de la dépense mondiale dans ce domaine⁷⁰. Elle se caractérise également par une part très élevée des industries de haute technologie dans la production industrielle (23 %) ⁷¹. Et son économie demeure la plus compétitive du monde⁷².

La réactivité du modèle économique américain aux crises reste également frappante, comme l'a montré récemment l'affaire Enron⁷³. Cette réactivité illustre plus généralement la capacité de la société américaine à se « réinventer » en permanence, ce qui n'a pas d'équivalent en Asie ou en Europe.

En dépit de la part croissante prise par la Chine dans la production industrielle mondiale, les États-Unis demeurent le principal fabricant de biens manufacturés dès lors que l'on mesure les contributions nationales en valeur ajoutée (23,8 % de la production mondiale en 2004). Entre 1982 et 2004, leur part n'a baissé que de 1,1 %⁷⁴.

européenne ont un indice synthétique de fécondité de 1,82, soit 20 % supérieur à celui des Européennes.

61. ONU, *op. cit.*, p. 4. Il y a aujourd'hui environ 36 millions d'étrangers aux États-Unis, dont sans doute quelque 12 millions d'illégaux.

62. OCDE, *OECD in Figures 2006-2007*, p. 54.

63. J. D. Miller, « The measurement of civic scientific literacy », *Public Understanding of Science*, vol. 7, n° 3, p. 203-217.

64. F. Zakaria, *op. cit.*, p. 39.

65. 18 sur 20 selon Richard Lambert et Nick Butler. Voir leur ouvrage *The Future of European Universities: Renaissance or Decay?*, Center for European Reform, juin 2006. 37 sur 50 selon *Academic Rankings of World Universities 2005*, Institute of Higher Education Research, Shanghai Jiao Tong University, 2005. 54 sur 200 selon l'hebdomadaire *Newsweek* (F. Zakaria, *op. cit.*, p. 39).

66. D. S. Greenberg, *Science, Money, and Politics: Political Triumph and Ethical Erosion*, Chicago University Press, Chicago, 2001, p. 477.

67. A. Finkbeiner, *The Jasons. The Secret History of Science's Postwar Elite*, Penguin Books, Kirkwood, 2006, p. 229-230.

68. G. Dorel, *op. cit.*, p. 57.

69. F. Zakaria, *op. cit.*, p. 40.

70. UNESCO, *UNESCO Science Report 2005*, 2005. En 2004, cette dépense était de 290 milliards de dollars (A. Segal, *op. cit.*).

71. G. Dorel, *op. cit.*, p. 23. Seule la Corée du Sud fait mieux avec 30,1 %.

72. International Institute for Management Development, « The world competitiveness scoreboard 2007 », *IMD World Competitiveness Yearbook 2007*, p. 7.

73. Sur ce point voir L. Barber, « Après Enron : une révolution de velours », in G. Parmentier, *op. cit.*

74. -1,4 % pour la France, -3,5 % pour l'Allemagne, et -2,7 % pour le Japon. Voir L. Uchitelle, « In era of globalization, no shortage of US goods », *The New York Times*, 17 septembre 2005.

La « désindustrialisation » de l'économie américaine ne touche que les biens à faible valeur ajoutée. Et la part de cette économie dans la production mondiale est encore croissante : elle en représente 29 % aujourd'hui, contre 22 % en 1980⁷⁵.

Le poids du dollar dans les transactions internationales reste entier, et, de l'avis de la plupart des experts, la prééminence de la monnaie américaine dans le système financier international n'est pas près d'être contestée⁷⁶. La monnaie américaine représente aujourd'hui 68 % des réserves de change du monde (contre 13 % pour l'euro). Elle est utilisée pour 50 % des transactions commerciales internationales (33 % pour l'euro), ce qui reflète notamment le poids des importations américaines de matières premières, dont les cours sont généralement, pour cette raison, libellés en dollars. Enfin, 48 % des obligations internationales sont libellées en dollars⁷⁷. Les banques centrales asiatiques investissent largement aux États-Unis les excédents accumulés du fait des déficits commerciaux avec la Chine, le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie, etc. La confiance des investisseurs dans la capacité de l'économie américaine à générer une croissance non inflationniste demeure intacte. Par ailleurs, les créances détenues par les États-Unis sur l'étranger ont un rendement bien supérieur (près du double) à celles détenues par l'étranger aux États-Unis⁷⁸. Le pays, grâce à son système financier qui lui donne un « avantage comparatif » important sur le reste du monde, émet de la dette à bon marché... et achète des titres à rendement supérieur⁷⁹. « Nonobstant son statut de débiteur net, l'Amérique bénéficie d'un dynamisme sans concurrence et d'une influence qui trouve ses racines dans une croissance rapide de la productivité basée sur l'innovation aux frontières de la technologie. Dans le même temps, elle joue le rôle d'"emprunteur de dernier ressort", de source principale de transfert de technologie, et de socle du système monétaire mondial – un cas classique de puissance hégémonique pourvoyant l'essentiel des "biens communs"⁸⁰. »

Pour ces raisons, les déficits américains ne sont pas, en eux-mêmes, une source d'inquiétude

75. F. Zakaria, *op. cit.*, p. 39.

76. J.W. Peters, « Reports of dollar's death greatly exaggerated, currency experts say », *The International Herald Tribune*, 2 janvier 2007.

77. G. Dorel, *op. cit.*, p. 43.

78. P.-O. Gourinchas, H. Rey, *From World Banker to World Venture Capitalist: US External Adjustment and the Exorbitant Privilege*, Centre pour la recherche économique et ses applications, août 2005.

79. D. Cohen, « L'odyssée du dollar faible », *Le Monde*, 17 janvier 2007.

80. D. Levey, S. Brown, cités par B. Setser *et al.*, « How scary is the deficit? », *Foreign Affairs - WTO Special Edition*, décembre 2005.

majeure pour l'avenir de l'économie du pays (la faiblesse du dollar est sans doute désormais structurelle, car la dévaluation de la monnaie américaine restera un moyen tentant de réduire l'endettement du pays).

L'intégration croissante des trois économies nord-américaines dans le cadre de l'ALENA (Canada, États-Unis, Mexique) est de nature à consolider un ensemble unique au monde : le « moteur » socio-économique américain est constamment alimenté par une main-d'œuvre à bon marché au sud (Mexique) et des ressources énergétiques abondantes (Canada, Mexique), et la production américaine trouve un débouché naturel au nord (Canada)⁸¹.

Soulignons par ailleurs que les États-Unis ont encore aujourd'hui un niveau de dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger qui est beaucoup moins fort que de nombreux autres pays industrialisés (environ 32 % de sa consommation finale). La production nationale couvre encore 41 % de sa consommation de pétrole et 82 % de sa consommation de gaz⁸².

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que le pays jouit d'une stabilité des mécanismes politiques qui n'a pas d'équivalent dans le monde, sauf au Royaume-Uni : il dispose depuis deux siècles de la même constitution (qui est la plus ancienne constitution écrite en vigueur au monde), du même système de contrepoids institutionnels et du même cycle électoral.

C'est pour toutes ces raisons que l'« élite transnationale mondialisée », décrite par deux journalistes de l'hebdomadaire *The Economist*, est constituée à 40 % d'Américains (soit 20 millions d'individus)⁸³.

Or aucun autre acteur international ne semble en mesure de présenter des atouts comparables à échéance prévisible. La Chine n'égalera pas la production américaine avant 2050 – à condition que l'extraordinaire croissance chinoise se poursuive sans accroc, ce qui n'ira pas de soi.

La montée en puissance de la Chine et de l'Inde va être affectée par leurs fragilités : déséquilibres démographiques (surplus de population masculine, effets du SIDA), insuffisances des systèmes d'éducation et de santé publique dans les

81. Le Canada reste, de très loin, le principal partenaire commercial des États-Unis. Avec l'entrée en vigueur de l'ALENA, le Mexique est devenu le second (troisième en 2006, derrière la Chine).

82. US Energy Information Administration, 2007. C. de Lestrangé, « Les États-Unis entre inertie et dynamisme énergétique », *Questions internationales*, n° 24, mars-avril 2007, p. 62.

83. J. Micklethwait, A. Wooldridge, *A Future Perfect. The Challenge and Hidden Promise of Globalization*, Crown Business, New York, 2000, p. 235.

zones rurales... et faibles capacités d'innovation intellectuelle. Et les deux pays sont encore très loin des États-Unis en termes de compétitivité économique ou d'innovation industrielle⁸⁴.

Chacun des deux pays a en outre ses faiblesses propres. Pour la Chine, le vieillissement de sa population (« la Chine va vieillir avant de devenir riche »), un niveau de corruption particulièrement élevé, la fragilité du système bancaire et financier et un haut degré de dégradation environnementale (détérioration des terres arables). Sans compter les risques d'instabilité politique, au vu de la montée de la contestation sociale et religieuse. Pour l'Inde, un volume d'investissements étrangers encore comparativement faible, une bureaucratie paralysante, le caractère endémique de la pauvreté dans de nombreuses régions, et un fort stress hydrique dans certaines zones.

Le Japon, quant à lui, ne saurait prétendre à un rang égal à celui des États-Unis. Et si le pays connaît un regain de nationalisme et n'hésite plus à affirmer sa puissance militaire, il connaît une baisse démographique significative : d'ici 2050, il va voir sa population passer de 127,9 à 102,5 millions⁸⁵.

La Russie est dans une situation démographique encore plus défavorable, qui n'est pas sans lien avec les très sérieux problèmes de santé publique auxquels elle est confrontée (y compris la pandémie de SIDA, avec aujourd'hui un million d'individus porteurs du virus). Elle va connaître un déclin particulièrement spectaculaire de sa population, qui passera d'ici 2050 de 142,4 à 107,8 millions⁸⁶. Elle doit en outre, dans ce contexte, assurer le contrôle d'un immense territoire dont les marches restent instables. La « gazocratie » russe ne présente aujourd'hui que les apparences d'une grande puissance.

Reste l'Europe. Celle-ci présente un tableau contrasté. Elle a incontestablement réussi à devenir une grande puissance économique et à développer une culture politique commune qui séduit au-delà de son environnement immédiat. Mais son absence d'unité reste un frein à son émergence en tant qu'acteur autonome sur la scène internationale, notamment dans la gestion des crises. Sa dépense militaire représente

la moitié de celle des États-Unis, quant à son investissement en recherche et développement, il équivaut à... un cinquième de celle de l'Amérique. Surtout, sa diversité considérable limite la possibilité d'opposer un « modèle européen » au modèle américain⁸⁷. Les élites du continent se délectent des attraits d'un tel prétendu modèle – surtout lorsqu'ils sont décrits sous des traits flatteurs par un Américain tel que Jeremy Rifkin –, mais il est douteux que celui-ci ait jamais la même puissance que le modèle américain aux yeux de la majorité de la population mondiale, qui aspire avant tout à une vie personnelle meilleure⁸⁸. En outre, le « vieux » continent connaît une morosité démographique certaine. La population de l'Allemagne va passer de 82,6 millions en 2005 à 74 millions en 2050, celle de l'Italie de 58,8 à 54,6 millions, celle de la Pologne de 38 à 30,2 millions, et celle de la Roumanie de 21,4 à... 15,9 millions⁸⁹. La capacité d'influence de l'Union européenne restera aussi grande que celle des États-Unis dans son environnement régional, mais demeurera très inférieure dans les autres régions du monde.

Les prophètes du déclin inévitable des États-Unis se trompent depuis plus de vingt ans. Paul Kennedy jugeait à la fin des années 1980 que les États-Unis souffraient déjà d'un « *imperial overstretch* », c'est-à-dire qu'ils n'avaient plus les capacités de maintenir leur puissance⁹⁰. C'était commettre un double erreur : sur le pronostic (à l'époque, le Japon était considéré comme un rival potentiel), mais aussi sur le diagnostic. L'Amérique n'est pas un empire. Son influence relève aujourd'hui bien davantage de la séduction – économique, politique, culturelle – que de la possession. En revanche, ceux qui estimaient il y a quelques années que le XXI^e siècle serait sans doute encore « américain » pourraient bien avoir raison⁹¹. L'analyste William Wohlforth démontrait que les États-Unis étaient « le premier État en position dominante dans l'histoire internationale moderne à disposer d'une prépondérance décisive dans toutes les composantes essentielles du pouvoir »⁹².

87. Sur ce thème voir B. Tertrais, *Europe, États-Unis : valeurs communes ou divorce culturel ?*, Note n° 36, Fondation Robert Schuman, 2006.

88. J. Rifkin, *The European Dream*, Tarcher, New York, 2004.

89. ONU, *op. cit.*, p. 42-46.

90. P. M. Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, New York, 1987, p. 515. Une critique en règle des thèses déclinistes est proposée par J. Vaisse, « Empire américain : l'éternel déclin », *Marianne*, numéro spécial, décembre 2003.

91. A. Valladao, *Le XXI^e siècle sera américain*, La Découverte, Paris, 1999 ; W. C. Wohlforth, « The stability of a unipolar world », *International Security*, vol. 24, n° 1, été 1999.

92. W. C. Wohlforth, *op. cit.*, p. 7.

84. Pour la compétitivité, la Chine (hors Hong-Kong) est au 15^e rang mondial et l'Inde au 27^e (International Institute for Management Development, *op. cit.*). Pour l'innovation, le nombre de brevets déposés en Chine et en Inde en 2005 représentait au total 1% du chiffre correspondant aux États-Unis (voir D. Steinbock, « Innovation: the name of the game », *Asia Times*, 9 février 2007).

85. ONU, *op. cit.*, p. 44.

86. *Id.*, *ibid.*, p. 45.

Surtout, il expliquait que la domination des États-Unis était telle que le mécanisme de rééquilibrage naturel de la puissance pour contrebalancer l'État hégémonique prévu par la théorie « réaliste » des relations internationales n'avait plus lieu d'être. Il prédisait, pour finir, que la prééminence américaine pourrait durer aussi longtemps qu'avait duré la guerre froide.

III – L'AMÉRIQUE RESTERA-T-ELLE CONSERVATRICE ?

Les faits sont là. Le centre de gravité de l'opinion et de la vie publique aux États-Unis est de plus en plus « à droite » : les valeurs des Américains et les normes du pays sont de plus en plus identifiables aux préférences du courant conservateur et du camp républicain⁹³.

La « droitisation » de la société américaine

Depuis les années 1950 se déroule une évolution des opinions, des pratiques sociétales et des choix politiques qui reflète une orientation cohérente, à la fois plus libérale et plus individualiste, mais aussi plus conservatrice et plus répressive. Au risque d'une simplification abusive, appelons cela la « droitisation » de l'Amérique.

– *La part de l'État dans l'économie diminue.* En 1985, la dépense fédérale représentait 22,9% du PIB. En 2001, elle n'était plus que de 18,4% et devrait descendre à 17,2% en 2010⁹⁴.

– *Les inégalités de revenus sont de plus en plus fortes*⁹⁵. Entre 1980 et 2004, la part du revenu national allant aux 1% d'Américains les plus riches a doublé (16%), et même quadruplé (2,87%) s'agissant des 0,01% les plus riches. Les inégalités de revenus aux États-Unis sont aujourd'hui plus fortes qu'elles ne l'étaient avant la Seconde Guerre mondiale. Et le taux de pauvreté « absolu » tel qu'il est mesuré par le US Census Bureau est lui aussi en hausse (12,7% en 2004, soit 37 millions d'individus).

– *Le taux de syndicalisation est en baisse.* En 1960, 40% des Américains disposant d'un

emploi étaient syndiqués ; actuellement, la proportion est de 13,5 %⁹⁶.

– *Le taux d'incarcération connaît une forte augmentation.* Entre 1972 et 2005, la population carcérale est passée de 330 000 à 2 000 000⁹⁷. Pendant la majeure partie du xx^e siècle, le taux d'emprisonnement aux États-Unis était du même ordre que celui qui existait en Europe, soit environ 1‰ ; il est dorénavant de 7‰⁹⁸.

– *La norme sociale contre la violence s'effrite*⁹⁹. Si la criminalité urbaine tend à décliner, les sociologues notent, qu'en parallèle, l'acceptabilité du recours à la force physique n'a cessé d'augmenter, notamment dans la décennie 1990. C'est ce qu'un auteur canadien a appelé la « normalisation de la violence »¹⁰⁰.

– *Le port des armes à feu s'est libéralisé.* Depuis 1991, le nombre des États autorisant le port des armes à feu est passé de 15 à 37¹⁰¹.

– *La peine de mort est désormais acceptée par une très large majorité de la population.* Le soutien à la peine de mort, certes stable voire déclinant maintenant, n'en est pas moins passé de 38% des Américains en 1965 à 69% en 2003¹⁰².

– *La nation est, de plus en plus, le premier déterminant identitaire.* Le nombre d'individus se définissant d'abord et avant tout comme « Américains » (plutôt que par rapport à leur ville, à leur région, ou à toute autre catégorie géographique) est en hausse : 16,4% en 1982, 29,6% en 1991, et 39,3% en 1997¹⁰³.

– *La croyance en l'individu est en hausse.* La proportion d'Américains estimant que « le suc-

96. J. Micklethwait, A. Woolridge, *op. cit.*, p. 237.

97. M. Standaert, *Skipping Towards Armageddon*, Soft Skull Press, Brooklyn, 2006, p. 207.

98. J. Micklethwait, A. Woolridge, *op. cit.*, p. 300-301. Ceci ne signifie pas que la société américaine soit devenue plus violente. Au contraire : les atteintes aux personnes et aux biens ont diminué de plus de 50% depuis leurs « pics » respectifs du début des années 1970 et du début des années 1990. Un quart des incarcérations est aujourd'hui lié au trafic des stupéfiants (contre moins d'un dixième en 1980). M. Standaert, *op. cit.*, p. 207.

99. J. Micklethwait, A. Woolridge, *op. cit.*, p. 313.

100. Voir M. Adams, *American Backlash. The Untold Story of Social Change in the United States*, Viking Canada, Toronto, 2005.

101. Ajoutons qu'en 2002, pour la première fois, le département de la Justice a défendu devant la Cour suprême l'idée selon laquelle le deuxième amendement protégeait le droit des individus à porter des armes (alors que, traditionnellement, l'exécutif avait une interprétation plus stricte, et sans doute conforme à l'esprit de la Constitution, arguant que l'amendement se référait à la possibilité pour les États d'établir des milices). J. Micklethwait, A. Woolridge, *op. cit.*, p. 78.

102. Enquêtes Harris, 1965-2003.

103. Le phénomène existe dans d'autres pays, mais il est en moyenne de +5,6% pour la période considérée, contre +22,9% aux États-Unis. Enquêtes du World Values Survey citées in S. P. Huntington, *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, New York, 2005, p. 275.

93. Sur ce thème, voir l'enquête de deux journalistes de l'hebdomadaire britannique *The Economist* (J. Micklethwait, A. Woolridge, *The Right Nation. Why America is Different*, Penguin Books, Londres, 2005) ainsi que Pew Research Center for the People and the Press, *Beyond Red vs. Blue. Republicans Divided About Role of Government – Democrats by Social and Personal Values*, Survey Report, 10 mai 2005.

94. Congressional Budget Office, 2002. Cette part devrait ensuite remonter en raison du poids des retraites.

95. Voir T. Piketty, E. Saez, « Income inequality in the United States, 1913-1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n° 1, février 2003 ; J. Mistral, B. Salzmann, « La préférence américaine pour l'inégalité », En temps réel, *Cahier*, n° 25, février 2006.

cès est déterminé par des forces ne relevant pas de notre contrôle » est tombée de 41 % en 1988 à 32 % en 2003¹⁰⁴.

– *La confiance dans le gouvernement est en rapide déclin.* En 1964, 62 % des Américains estimaient que leur gouvernement prenait la plupart du temps des décisions positives; en 1994, ils n'étaient plus que 19 %¹⁰⁵. En 1966, la confiance dans les principales institutions fédérales (administration, Congrès) était supérieure à 40 %; en 1996, elle était inférieure à 15 %¹⁰⁶.

– *L'activisme politique des Églises est de mieux en mieux accepté.* Si, dans les années 1960, 53 % des Américains estimaient qu'elles ne devaient pas être impliquées dans la vie politique, trente ans plus tard, une proportion inverse (54 %) n'y voyait rien à redire¹⁰⁷.

– *Les références à la religion dans le discours public sont devenues courantes.* Les références officielles à Dieu sont une innovation relativement récente: les National Prayer Breakfasts datent de 1953, l'adjonction de la formule « *One nation, under God* » dans le serment d'allégeance de 1954, l'inscription « *In God we trust* » sur les pièces de monnaie de 1955, et l'adoption de cette formule comme devise nationale (au lieu de *E pluribus unum*) de 1956¹⁰⁸. Et la formule « *So help me God* » concluant le serment prêté par les présidents américains est désormais devenue rituelle¹⁰⁹.

– *La séparation entre les Églises et l'État s'effrite.* Entre 1943 et 1980, la majorité des jugements de la Cour suprême relatifs à cette question allait dans le sens de la séparation. Entre 1981 et 1995, la proportion s'est inversée¹¹⁰. Par exemple, alors qu'elle avait dénoncé en 1982 comme anticonstitutionnelle la pratique de la prière obligatoire à l'école, la Cour a autorisé en 1990 les écoles publiques à permettre l'utilisation de leurs locaux pour la pratique religieuse.

– *L'enseignement au foyer est devenu pratique courante.* En 1981, la plupart des États interdisaient l'enseignement au foyer. De nos jours, tous autorisent cette pratique¹¹¹.

– *La protection des mineurs contre la consommation d'alcool est plus forte.* Au cours des années 1980, la plupart des États ont fait passer l'âge légal pour la consommation d'alcool de 18 à 21 ans.

– *Le droit à l'avortement est mis en cause.* Les législations étatiques restreignant le droit à l'avortement sont devenues plus nombreuses. Une douzaine d'États envisagent d'interdire presque totalement cette pratique¹¹².

Les causes de cette évolution sont profondes et multiples. Elle résulte d'abord d'un rééquilibrage démographique, sous l'effet d'un solde migratoire positif et d'un différentiel de taux de fécondité, au détriment du cœur historique du pays, le Nord-Est et le Middle West, et au bénéfice des régions du Sud et de l'Ouest, dont la mentalité est particulièrement marquée par la liberté individuelle, le recours aux armes et l'attachement à la religion¹¹³. C'est vrai notamment pour le Sud, de tradition guerrière, et dont les populations ont historiquement fourni l'ossature de l'armée américaine. Celui-ci représente désormais un tiers de la population américaine, contre un quart en 1960¹¹⁴.

Il faut également y voir un effet de la pénétration de l'évangélisme dans la société américaine¹¹⁵. Celui-ci a considérablement élargi son audience dans les années 1970, d'abord dans sa terre d'élection, le Sud, puis de manière plus diffuse sur l'ensemble du territoire américain. Si toutes les Églises évangéliques en ont bénéficié (la Southern Baptist Convention a connu une augmentation du nombre de ses membres de 16 % dans cette période), ce sont celles qui peuvent être qualifiées de « fondamentalistes » qui ont connu la croissance la plus forte (+70 % pour les Assemblies of God,

op. cit., p. 189.

112. Ce mouvement a été encouragé par les décisions de la Cour suprême, voir *Webster v. Reproductive Health Services* (1989) et *Planned Parenthood of Southeastern Pennsylvania v. Casey* (1992).

113. La généralisation de l'air conditionné a sans doute joué un rôle non négligeable dans l'ampleur de la migration intérieure vers le Sud. Voir N. W. Polsby, *How Congress Evolves. Social Bases of Institutional Change*, Oxford University Press, New York, 2003.

114. La part croissante du Sud dans la population américaine a un pendant économique: cette région représente 31 % du PIB américain aujourd'hui, contre 22 % seulement en 1963. Voir « Goodbye to the blues », *The Economist*, 30 mars 2007, p. 4.

115. Il est tentant d'établir un lien de cause à effet entre religiosité et fécondité. Certains démographes hésitent à conclure de manière assurée sur ce point (voir N. Eberstadt, *op. cit.*). D'autres, après analyse, mettent la majeure partie de la croissance de l'évangélisme sur le compte de taux de fécondité plus élevés au sein de cette famille spirituelle: voir M. Hout, A. Greeley, M. J. Wilde, « The demographic imperative in religious change in the United States », *American Journal of Sociology*, vol. 107, n° 2, septembre 2001.

104. J. Micklethwait, A. Woolridge, *op. cit.*, p. 312.

105. *Id.*, *ibid.*, p. 68.

106. Enquêtes Harris, 1966-1996.

107. J. Micklethwait, A. Woolridge, *op. cit.*, p. 150.

108. L'expression « *under God* » provient du discours d'Abraham Lincoln à Gettysburg (1863): « *That this nation, under God, shall have a new birth of freedom.* » Il l'avait sans doute lui-même empruntée à George Washington.

109. Elle ne fait pas partie du serment prévu par la Constitution et aurait été improvisée sur le moment par George Washington. Tous les présidents ne l'ont pas prononcée.

110. Voir S. P. Huntington, *op. cit.*, p. 348.

111. Cette pratique concernerait aujourd'hui quelque deux millions de jeunes (soit 1 sur 25). Voir J. Micklethwait, A. Woolridge,

par exemple¹¹⁶). Au final, la proportion entre protestants « traditionnels » et « évangéliques » s'est inversée : les seconds sont désormais majoritaires à 60 %, alors que c'était l'inverse dans les années 1950¹¹⁷. Aujourd'hui l'évangélisme représente, selon la définition retenue, de 25 à 30 % de la population adulte, soit 50 à 60 millions de personnes. Ce phénomène est d'autant plus important qu'il s'est accompagné d'une extraordinaire croissance des télévisions et des radios évangéliques. Entre 1970 et 1980, leur audience est passée de 11 millions à 61 millions d'individus¹¹⁸. Profitant ensuite de la dérégulation de la radiodiffusion de 1996, les stations « chrétiennes » sont devenues le premier média américain en termes d'audience (selon la plupart des enquêtes, la proportion de chrétiens aux États-Unis est largement supérieure à 80 %. Elle serait donc plus grande que celle des hindous en Inde, des juifs en Israël, des musulmans en Égypte et des orthodoxes en Russie¹¹⁹).

Enfin, cette évolution résulte également de la véritable « contre-révolution culturelle » que l'Amérique a connue depuis les années 1970, en réaction aux réformes de société (droits civiques, légalisation de l'avortement...) et à la pénétration des « idées de Mai 68 » dans les milieux intellectuels (particulièrement au sein des milieux de l'enseignement). Un mouvement inverse s'est dessiné progressivement. Il s'est incarné à la fois dans le néoconservatisme, courant dont les représentants – mal à l'aise dans les milieux universitaires – ont massivement investi le champ politique (via les think tanks), et dans un « besoin d'ordre » de la part des couches populaires.

Ces évolutions se sont conjuguées avec une redistribution des cartes politiques. Élu en 1976, Jimmy Carter fut le premier président évangélique de l'histoire moderne, mais sa victoire ne sera qu'un épiphénomène¹²⁰. Car ce sont les républicains qui vont majoritairement bénéficier de la transformation politique des États-Unis. À partir de la fin des années 1960, en effet, le Parti républicain « récupère » l'électorat blanc du Sud, opposé à la politique d'égalité raciale de Johnson¹²¹. Ce faisant, les républicains se sont « droitisés », processus symbolisé par le passage

de George Wallace d'un parti à l'autre en 1968. « Les évangéliques qui ont voté républicain ces trente dernières années ont des parents qui votaient démocrate¹²². » La culture du Sud est ensuite devenue dominante au sein du parti au fur et à mesure de l'entrée en politique des évangéliques à partir du milieu des années 1970. Celle-ci s'est incarnée dans la Moral Majority de Jerry Falwell (1979), qui contribua à porter au pouvoir Ronald Reagan en 1980, puis par la Christian Coalition de Pat Robertson (1989)¹²³.

Les républicains ont également su capter le vote des banlieues, qui représente aujourd'hui la plus grande partie de la population américaine. Le développement des banlieues est l'une des transformations les plus profondes des États-Unis au xx^e siècle. Les grandes migrations des décennies 1950-1960 ont forgé une géographie totalement nouvelle. Avec le déplacement des populations noires du Sud vers les villes, les classes moyennes ont fui vers les banlieues, qui ont, de ce fait, connu un développement considérable. Ainsi les États-Unis sont-ils devenus, vers 1990-1991, le premier pays au monde dont la majorité de la population vit dans les banlieues.

Les démocrates ont, eux aussi, droitisé leur discours : « Sous l'impulsion des “nouveaux démocrates” regroupés dans le Democratic Leadership Council, fondé en 1984, [la gauche] s'est profondément transformée. Les démocrates ont cessé d'être le parti des pauvres, des minorités et des syndicats. Ils se sont focalisés sur les “classes moyennes” et sont devenus de vigoureux partisans de l'ordre et du marché¹²⁴. » Cette stratégie reste à l'ordre du jour : il s'agit bien sûr de récupérer le Sud, mais aussi de montrer, depuis le 11 Septembre, que les démocrates sont aussi crédibles que les républicains sur les questions de sécurité.

Il est exact de dire qu'il y a deux Amériques : l'Amérique « rouge » (républicaine), celle des petites villes, des banlieues du Sud et des zones rurales, et l'Amérique « bleue » (démocrate), celle des grandes villes et des banlieues du reste du pays. D'un point de vue électoral, le pays a rarement été aussi divisé. La fidélité des électeurs atteint des taux records¹²⁵. Il en est de

116. M. Standaert, *op. cit.*, p. 46.

117. M. Hout *et al.*, *op. cit.*

118. M. Standaert, *op. cit.*, p. 58.

119. S. P. Huntington, *op. cit.*, p. 99.

120. Jimmy Carter avait obtenu la majorité du vote évangélique (entre 51 et 56 % selon les enquêtes).

121. Civil Rights Act (1964), Voting Rights Act (1965).

122. L. Miller, « An evangelical identity crisis », *Newsweek*, 13 novembre 2006.

123. La décision de la Cour suprême sur l'avortement (Roe v. Wade, 1973) est généralement considérée comme un catalyseur de l'entrée en politique des évangéliques.

124. E. Dupin, *À droite toute*, Paris, Fayard, p. 196.

125. Telle que mesurée par Charles Cook, l'un des principaux analystes politiques de Washington, elle est de 90 % dans chaque

même pour celle des représentants, qui sont de moins en moins enclins à constituer des majorités de circonstance¹²⁶. Mais comme les enquêtes d'opinion le démontrent sans ambiguïté, il n'y a qu'un Américain, individualiste et religieux, plus « à droite » que l'Européen, qu'il soit républicain ou démocrate¹²⁷ : « Même si les différences partisans sont devenues plus importantes aux États-Unis ces dernières années, les divisions entre Américains ne sont pas si grandes qu'il n'y ait pas de point de vue américain cohérent sur de nombreuses questions¹²⁸. » Les démocrates sont plus proches des républicains que des Européens sur le terrain des valeurs et sur les grands choix politiques. Les démocrates sont « à droite » des Européens sur la plupart des questions, à l'exception de certains choix de sécurité nationale¹²⁹. Et encore : l'emploi de la force « pour obtenir la justice » fait l'objet d'un large consensus national aux États-Unis (82 %) alors que cette idée ne recueille qu'une minorité d'opinions positives en Europe (41 %) ¹³⁰.

Cette transformation de la culture politique américaine s'est reflétée au niveau politique à partir de 1976, avec l'élection de Jimmy Carter – premier président non issu de l'élite de la côte Est. La politique américaine est aujourd'hui beaucoup plus marquée par le populisme, l'accent mis sur les valeurs familiales et l'importance de la religion que ce n'était le cas auparavant. Le pays légal recouvre de plus en plus le pays réel : George W. Bush – Texan d'adoption, mais Texan plus vrai que nature – représente mieux l'Amérique que son père George H. W. Bush. De même, Bill Clinton représentait mieux l'Amérique que John F. Kennedy. Sur les huit derniers présidents, six sont venus du Sud et deux de l'Ouest¹³¹. La réinjection d'une forte dose d'idéalisme dans la politique extérieure américaine (défense des droits de l'homme, promotion de la démocratie...) initiée par Jimmy Carter sera poursuivie par Ronald Reagan.

Il reste que c'est surtout le Parti républicain qui en profite. Entre 1972 et 2008, l'Amérique aura connu vingt-quatre ans d'administration républicaine conservatrice et seulement douze ans d'administration démocrate. La victoire de 2006, qui a révélé une perte de confiance dans le camp républicain, ne doit pas faire illusion : le Parti démocrate a du mal à capitaliser électoralement sur la sympathie qu'il inspire dans de nombreux segments de la société américaine¹³².

Une évolution appelée à se poursuivre

Plusieurs indices permettent de dire que cette évolution va se poursuivre dans les années et peut-être même les décennies qui viennent.

D'abord, il apparaît que les générations montantes seront majoritairement conservatrices. Il existe une différence significative des taux de fécondité dans les milieux conservateurs et libéraux, qui favorise l'accroissement numérique relatif des premiers au détriment des seconds¹³³. Par exemple, en 2001, le Texas « produisait » 76,2 enfants pour 1 000 femmes en âge de procréer, contre 48,5 pour le Vermont¹³⁴. Les institutions chrétiennes d'éducation sont de plus en plus recherchées : elles sont « le secteur du marché de l'éducation connaissant le plus fort taux de croissance¹³⁵ ». Ce succès est appelé à être conforté par la décision de la Cour suprême, en 2002, d'autoriser les familles à payer l'éducation religieuse avec l'aide fédérale. Quant aux jeunes issus du système d'éducation parallèle (*homeschooling*), et élevés très majoritairement dans un système de valeurs traditionnelles, ils votent beaucoup plus que la moyenne (76 % contre 29 %) ¹³⁶. Les évangéliques, dont les familles sont particulièrement nombreuses, devraient devenir majoritaires au sein de la chrétienté d'Amérique du Nord à partir de 2030-2035¹³⁷. Certes, l'évangélisme n'aura pas toujours le caractère « réactionnaire » qu'il a eu depuis les années 1970, mais son rôle central

camp. Les indépendants ne représenteraient plus que 20% du corps électoral. Voir C. E. Cook Jr., « Let the 2008 Games Begin », *The Washington Quarterly*, vol. 30, n° 2, printemps 2007, p. 166.

126. En 2005, les démocrates de la Chambre ont voté, en moyenne, à 88 % avec leur parti, chiffre le plus élevé depuis 1956. Lexington, « Madam speaker? », *The Economist*, 4 novembre 2006, p. 57.

127. A. Kohut, B. Stokes, *op. cit.*, p. 206s ; A. Wolfe, *One Nation, After All. What Americans Really Think About God, Country, Family, Racism, Welfare, Immigration, Homosexuality, Work, The Right, The Left and Each Other*, Viking Adult, New York, 1998.

128. A. Kohut, B. Stokes, *op. cit.*, p. 218-219.

129. *Id.*, *ibid.*, p. 214.

130. *Transatlantic Trends 2004*, p. 18.

131. G. W. Bush, B. Clinton, G. H. W. Bush, J. E. Carter, L. B. Johnson, D. D. Eisenhower, R. W. Reagan, R. M. Nixon.

132. F. Vergnolle de Chantal, *op. cit.*, p. 33. Selon une enquête récente, 50 % de la population se disent actuellement proches du Parti démocrate, contre 35 % pour le Parti républicain (A. Kohut, « The Republicans can't possibly win in '08... or can they? », *The Pew Research Center for the People and the Press*, 2 mai 2007).

133. Voir P. Longman, « The return of patriarchy », *Foreign Policy*, mars-avril 2006, p. 56-65.

134. National Center for Health Statistics, *Vital Statistics of the United States 2001*, vol. 1, février 2005.

135. J. Tolson, « The new school spirit », *US News and World Report*, 14 février 2005.

136. M. Standaert, *op. cit.*, p. 147-148.

137. P. Brierley, « Evangelicals in the world of the 21st century », 2004 Forum on World Evangelisation Programme, 2004, p. 15.

dans la culture politique américaine n'est pas près d'être remis en cause¹³⁸.

Ensuite, la transformation de la géographie américaine se poursuit dans un sens favorable au succès des thèses républicaines. La population s'accroît dans le Sud et le Sud-Ouest, au détriment du Nord-Est et du Midwest, ainsi que de la côte californienne¹³⁹. Ainsi, les agglomérations dont la croissance a été la plus forte entre 2000 et 2006 ont été Atlanta, Dallas et Phoenix¹⁴⁰. Les comtés républicains connaissent une plus forte croissance que les comtés démocrates ; parmi les 100 comtés dont la population augmente le plus vite, 97 ont voté majoritairement pour Bush en 2004¹⁴¹. Par ailleurs, la géographie de la Californie, État le plus peuplé de l'Union, se transforme elle aussi : elle connaît une forte croissance des banlieues de l'arrière-pays, qui voteront républicain.

Ajoutons que M. Bush a pu marquer de son empreinte la Cour suprême – dont on connaît l'importance dans la formation des normes socio-culturelles aux États-Unis – avec les nominations en 2005 de MM. John Roberts (Chief Justice) et Samuel Alito, avec pour probable conséquence des arbitrages juridiques plus favorables aux idées conservatrices et républicaines dans les vingt ans qui viennent.

Une transformation de l'identité nationale ?

Mais la société américaine va connaître un autre changement majeur, que l'on peut résumer sous la forme suivante : la fin de la domination des « WASP » (White Anglo-Saxon Protestant) sur la culture américaine, avec le triplement attendu d'ici 2050 des populations d'origine hispanique et asiatique, qui assureront l'essentiel de la croissance démographique américaine. À ce moment, les Américains d'origine européenne (« Blancs », selon la terminologie officielle) représenteraient tout juste 50 % de la population, contre encore 69 % en 2000¹⁴².

138. Sur les mutations culturelles actuelles du mouvement évangélique, voir M. Luo, L. Goodstein, « US evangelical movement broadens focus », *The International Herald Tribune*, 21 mai 2007.

139. Le Nevada est ainsi l'État qui a connu la plus forte croissance de sa population entre 1980 et 2005 (+201,66 %). Il est suivi par l'Arizona. Deux États ont connu une baisse démographique pendant cette période : la Virginie occidentale et le Dakota du Nord.

140. « Census: immigrants stabilize big-city populations », CNN.com, 6 avril 2007.

141. M. Barone, *The Almanac of American Politics 2006*, National Journal Group, Washington, 2005, p. 22.

142. Projections du US Census Bureau citées dans « Hispanic, Asian populations to triple by 2050 », CNN.com, 18 mars 2004. La population « noire » passerait de 12,7 % en 2000 (36 millions) à 14,6 % en 2050 (61 millions).

La croissance de la minorité hispanique est un phénomène important et durable. Elle résulte à la fois de la reprise de l'immigration à partir des années 1970 et d'un taux de fécondité élevé au sein de cette minorité, devenue au tournant du siècle la première du pays (12,6 %) ¹⁴³. Plusieurs États du Sud (Caroline du Nord, Arkansas, Géorgie, Tennessee, Caroline du Sud, Alabama) ont vu le nombre d'Hispaniques doubler au cours des années 1990¹⁴⁴. Au niveau national, la minorité hispanique dépasse ainsi désormais la minorité « noire », et devrait représenter un quart de la population américaine en 2050¹⁴⁵. Ce phénomène est vu comme préoccupant par certains analystes, notamment dans le camp républicain. Samuel Huntington avance que l'immigration mexicaine est très différente des précédentes « vagues » qui ont construit l'Amérique¹⁴⁶. Selon lui, elle différerait par le nombre, la contiguïté territoriale, son caractère largement illégal, sa concentration régionale, sa persistance, et son installation dans des terres appartenant autrefois à son pays d'origine¹⁴⁷. De plus, contrairement, encore, à ce qui a été le cas pour la plupart des autres groupes d'immigrants dans l'histoire des États-Unis, les Mexicains, selon lui, s'intègrent beaucoup moins bien du point de vue du langage, de l'éducation, du niveau de vie, de la religion et du mariage ; ils sont peu nombreux à demander leur naturalisation et, pour ceux qui obtiennent la nationalité américaine, sont nombreux en revanche à bénéficier de la double nationalité¹⁴⁸. Huntington s'inquiète de la tolérance des élites américaines à l'égard du « multiculturalisme », les accusant de n'avoir rien fait jusqu'à présent pour remédier à cet état de fait. « La poursuite de l'immigration mexicaine et hispanique à

143. En 2005, la part des immigrés dans la population résidant aux États-Unis (12,1 %) a renoué avec ses niveaux du début du siècle dernier (13,6 % en 1900), alors qu'elle était tombée à 4,7 % en 1970.

144. « The central question », *The Economist*, 30 mars 2007, p. 7.

145. Le phénomène ne devrait pas avoir de conséquences majeures sur l'évolution religieuse du pays. 22 % des Hispaniques sont protestants (chiffres de 2000) ; quant à la majorité catholique (57 %), elle est elle aussi de plus en plus orientée vers l'évangélisme, et ses choix de valeurs s'approchent de ceux des « Blancs non hispaniques ».

146. Environ neuf millions de personnes nées au Mexique résident aujourd'hui aux États-Unis, dont la moitié illégalement (chiffres du US Census Bureau cités in N. Eberstadt, *op. cit.*, p. 7). S. P. Huntington estime la « diaspora mexicaine » aux États-Unis comme représentant au total 20 à 23 millions de personnes (S. P. Huntington, *op. cit.*, p. 277).

147. S. P. Huntington, *op. cit.*, p. 222-230.

148. *Id.*, *ibid.*, p. 230-243. Depuis 1998, les Mexicains naturalisés peuvent conserver leur nationalité d'origine.

des niveaux élevés, combinée à de faibles taux d'assimilation de ces immigrants dans la société américaine, pourrait bien transformer l'Amérique en un pays à deux langues, deux cultures, et deux peuples¹⁴⁹. »

Les États-Unis deviendront-ils un second Canada? Si les inquiétudes de Samuel Huntington sont loin d'être unanimement partagées, il est un fait que la croissance de la population hispanique pose d'ores et déjà une question sociétale importante : celle de la communication. Aujourd'hui, plus de 50 % des immigrants ne parleraient pas anglais¹⁵⁰. Les États-Unis n'ont pas de langue officielle au niveau fédéral, ce qui a favorisé non seulement le développement du bilinguisme dans le système éducatif, mais également la quasi-disparition de l'anglais de certaines régions de Floride ou de Californie.

Quant aux Américains d'origine asiatique, ils passeront de 3,8 % de la population aujourd'hui (11 millions) à 8 % en 2050 (33 millions). Ici, bien évidemment, la question n'est pas celle du nombre, ni même celle de l'intégration, tant les Asiatiques se fondent naturellement dans le modèle socioculturel du pays. C'est plutôt la transformation ethnique du milieu intellectuel américain qui est intéressante. Celui-ci « s'asiatise » en effet de plus en plus. Les ressortissants des pays d'Asie du Nord-Est (Japon, Corée du Sud, Chine...) représentent la moitié du million d'étudiants étrangers inscrits dans les universités américaines, et l'Asie dans son ensemble représente 59 % des visas temporaires de travail accordés aux immigrants très qualifiés (37 % pour les seuls Indiens)¹⁵¹.

Les conséquences de cette transformation de la population américaine sont encore difficiles à mesurer. De manière générale, il n'y a guère de « vote ethnique » aux États-Unis. Les Hispaniques, par exemple, souvent très religieux, avaient massivement voté pour George W. Bush en 2004, mais le débat sur l'immigration les a amenés à se retourner vers les démocrates en 2006. Il semble que le « lobby mexicain » soit en passe de devenir l'un des mieux organisés du pays¹⁵².

Ce qui est certain, en revanche, c'est que le débat sur « l'identité nationale », qui se déroule aujourd'hui dans de nombreux pays occidentaux, ne manquera pas d'affecter également les États-Unis.

IV – L'AMÉRIQUE ET LE MONDE EN 2025

D'ici une vingtaine d'années, l'Amérique sera encore en position de prééminence, mais la scène mondiale sera sans doute dominée par son face-à-face avec la Chine.

La population américaine atteindra 364 millions en 2030 (contre 296 millions en 2005)¹⁵³. La minorité hispanique représentera alors 20 % de cette population. Les États-Unis importeront à ce moment quelque 66 % de leur consommation de pétrole (contre 59 % aujourd'hui) et 20 % de leur consommation de gaz (contre 18 % aujourd'hui)¹⁵⁴.

L'Europe ne représentera plus que 6 % de la population mondiale et aura vieilli. Les individus de plus de 65 ans représenteront près de la moitié (48 %) de la population adulte (plus de 15 ans)¹⁵⁵. La population de l'Union européenne, même en prenant en compte l'immigration, devrait atteindre un pic en 2025 (470 millions d'habitants contre 458 aujourd'hui) avant de décliner. Cette diminution commencera à toucher la population active à partir de 2030¹⁵⁶. La Russie aura connu un déclin de sa population, de 142,9 millions à 128,1 millions¹⁵⁷. Son équilibre démographique sera affecté par les déficiences de son système de santé publique et par la pandémie de SIDA (un million d'individus porteurs). Le Japon aura vu lui aussi sa population décliner, de 127,9 à 121,6 millions¹⁵⁸. Dans ces pays, l'impact de la demande sociale (retraites, santé...) sur les finances publiques pourrait obérer leur faculté à investir dans leurs capacités de défense.

En 2025, les économies des pays de l'OCDE représenteront moins de la moitié du PNB (en parité de pouvoir d'achat) mondial, alors que la part de l'Asie sera elle, montée à 40 %¹⁵⁹. Le PNB (en taux de change courant) de la Chine et celui de l'Inde auront dépassé ceux des principales économies occidentales : la Chine aura dépassé le Japon vers 2016, l'Inde en 2032¹⁶⁰.

La Chine sera devenue en 2025 la première puissance commerciale du monde (à la fois premier exportateur et premier importateur)¹⁶¹.

153. US Census Bureau, 2004.

154. Projections : IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 150. Données actuelles : US Energy Information Administration, 2007.

155. European Defence Agency, « An initial long-term vision for European defence capability and capacity needs », 3 octobre 2006, p. 6.

156. IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 19.

157. ONU, *op. cit.*, p. 45.

158. *Id.*, *Ibid.*, p. 44.

159. IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 155.

160. G. Sachs, « Dreaming with BRICs », *Global Economics Paper*, n° 99, octobre 2003, p. 3.

161. IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 41.

149. *Id.*, *ibid.*, p. 256.

150. *Id.*, *ibid.*, p. 193.

151. G. Dorel, *op. cit.*, p. 56.

152. Sur ce point, voir S. P. Huntington, *op. cit.*, p. 287.

Sa population sera alors majoritairement urbaine (57% en 2025, soit plus de 800 millions de personnes)¹⁶². Mais la puissance chinoise sera loin derrière celle des États-Unis. Le PIB du pays ne sera que de 6400 milliards de dollars (en dollars 2005), contre 22300 pour les États-Unis¹⁶³. Quant à son revenu par habitant, il ne pourra sans doute pas égaler celui des pays hautement industrialisés avant 2050¹⁶⁴. Le poids des générations les plus âgées (20% de retraités en 2025) commencera à se faire sentir sur l'économie¹⁶⁵. À partir de 2040, la proportion de «seniors» sera plus grande en Chine qu'aux États-Unis¹⁶⁶. Et le fort surplus de populations masculines (de l'ordre de 40 millions à ce moment) pourrait être, localement au moins, générateur de troubles sociaux. Quant à sa dépense militaire – notoirement difficile à évaluer –, elle devrait être comprise entre 225 et 325 milliards de dollars (en dollars 2005) selon la Defense Intelligence Agency, ce qui la placera sans doute très loin derrière l'Amérique¹⁶⁷. De même, si elle sera sans doute devenue la seconde puissance spatiale au monde, elle n'aura pas pu rattraper les quatre-vingts années d'investissement dans ce domaine dont auront bénéficié les États-Unis. Mais la Chine n'en sera pas moins le seul pays susceptible d'avoir à la fois la capacité et la volonté de contester la prééminence américaine.

L'Inde, pour sa part, s'apprêtera à devenir le premier pays au monde par le nombre. Elle aura rattrapé une partie de son retard économique sur son grand voisin du Nord. Avec une population plus jeune (30,4 ans d'âge moyen en 2025), le dynamisme de sa force de travail sera plus important que celui de la Chine, dont elle pourra alors contester le statut d'«usine du monde». Elle devrait être la quatrième économie du monde en 2025, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon. Elle sera encore plus dépendante que la Chine de ses importations énergétiques : New Delhi importera quelque 90% de sa consommation de pétrole (80% pour la Chine) et près de 40% de sa consommation de gaz (environ 25% pour la Chine)¹⁶⁸. Au vu de ses ambitions actuelles dans le domaine militaire, elle aura sans doute, comme son voisin du nord, développé des capacités de

projection substantielles lui permettant d'affirmer ses intérêts dans les régions avoisinantes.

La première moitié du XXI^e siècle sera donc encore «américaine», mais aussi «chinoise» et dans une certaine mesure «indienne». Reste à savoir sous quelle forme les relations entre les trois géants du XXI^e siècle structureront le paysage géopolitique international.

En dépit du réchauffement récent des relations entre la Chine et l'Inde, l'hypothèse d'un bloc sino-indien faisant pièce à la puissance américaine n'est guère réaliste. Washington et New Delhi sont des alliés de fraîche date, et l'Inde se montrera une amie au moins aussi exigeante et difficile que l'a été la France. Mais l'on ne voit guère de scénario crédible dans lequel ces deux pays pourraient entrer en opposition, alors que la relation sino-américaine, elle, comporte trois points de tension : la sécurité des pays d'Asie du Nord-Est (avenir de Taïwan, programme nucléaire nord-coréen), le déséquilibre du commerce bilatéral (avec, en toile de fond, les reproches américains à l'égard de la sous-évaluation du yuan), et une compétition naissante entre firmes américaines et chinoises pour garantir l'accès des économies des deux pays au pétrole et au gaz du Moyen-Orient. Sans compter la situation des droits de l'homme et la répression politique en Chine, l'un des rares points sur lesquels militants démocrates et républicains peuvent se retrouver aujourd'hui.

Mais les hypothèses restent multiples. On peut en imaginer quatre : un scénario de «multipolarité compétitive» dans laquelle ces trois pays rivaliseraient pour la domination de l'Asie ; un scénario d'«unipolarité bienveillante» qui verrait les États-Unis maintenir leur leadership et leur rôle d'arbitre en Asie, tandis que l'émergence de Pékin et de New Delhi sur la scène internationale serait freinée par leurs difficultés intérieures ; un scénario d'«apolarité non compétitive» dans lequel aucun État n'aurait plus le statut d'hyperpuissance ; enfin, un scénario de «bipolarité agressive» dans lequel les États-Unis et la Chine seraient en confrontation larvée.

C'est ce dernier scénario qui préoccupe le plus les stratèges américains. Si le temps n'est plus où l'on plaisantait dans l'équipe de M. Rumsfeld sur le thème «l'Irak n'était qu'un échauffement pour la Chine», c'est bien la possibilité d'un choc géostratégique majeur avec Pékin qui retient toute l'attention des planificateurs. Andrew Marshall, le vieux sage du Pentagone, ne plaisante, lui, qu'à moitié lorsqu'il dit à propos de l'Irak : «Je ne regarde pas ça de trop près. Je suis occupé à

162. *Id.*, *ibid.*, p. 157.

163. The Economist Intelligence Unit/Global Insight.

164. National Intelligence Council, *Mapping the Global Future. Report of the National Intelligence Council's 2020 Project*, NIC 2004-13, décembre 2004, p. 33.

165. IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 158.

166. F. Zakaria, *op. cit.*, p. 39.

167. Office of the Secretary of Defense, annual report to Congress, *The Military Power of the People's Republic of China 2005*.

168. IES-UE 2006, *op. cit.*, p. 57.

planifier la prochaine guerre avec la Chine d'ici vingt ans. Sous l'eau ou alors dans l'espace¹⁶⁹. » Après la « guerre contre la terreur », c'est sans doute le face-à-face sino-américain en Asie qui dominera le théâtre stratégique mondial¹⁷⁰.

La question est de savoir si la première sera terminée avant que le second ne commence¹⁷¹. Car la possibilité, d'ici 2025, d'une surprise stratégique qui affecterait profondément les équilibres mondiaux et l'évolution de l'Amérique est réelle – n'en avons-nous pas connu deux en à peine plus de dix ans, en 1989 et en 2001 ? Deux hypothèses, notamment, doivent être prises en compte.

La première est celle d'un conflit ouvert entre les États-Unis et la République populaire de Chine à propos de Taïwan, qu'il faut d'autant plus prendre au sérieux qu'elle peut se produire à peu près à n'importe quel moment. L'éloignement politique et culturel de l'île rebelle est de plus en plus insupportable à une Chine qui a réussi à faire de la réunification une cause mobilisatrice de sentiment national au sein de la population. Les dirigeants de Taipei, de leur côté, cherchent à modifier le statu quo par petites touches, et n'en ont guère été dissuadés par le vote en 2005 de la loi dite « antisécession » par Pékin. L'interdépendance économique croissante entre Taïwan et la République populaire, d'une part, et entre la Chine et les États-Unis, d'autre part, rendrait certes irrationnelle toute décision délibérée de l'un des trois acteurs d'entrer en confrontation ouverte. Mais l'histoire des guerres nous enseigne que le sentiment national et les passions ont toujours pris le pas sur la rationalité économique. Une guerre entre Washington et Pékin, allant même jusqu'au niveau nucléaire, est tout à fait possible.

La seconde hypothèse est celle d'un nouvel attentat aux États-Unis, surtout s'il était conduit à l'aide de moyens nucléaires, chimiques, biologiques ou radiologiques. Si une catastrophe majeure de ce type se produisait de nouveau sur le sol américain, avec un bilan peut-être bien supérieur à celui du 11 Septembre, il est à craindre que la réaction de Washington, portée par l'opinion publique du pays, soit beaucoup plus

vive qu'elle ne l'a été depuis 2001. Un attentat nucléaire dans une grande ville, par exemple – hypothèse heureusement assez peu probable, mais dont la symbolique serait immense et qui pourrait causer un nombre de victimes de l'ordre de centaines de milliers –, conduirait soit à un repli complet de l'Amérique sur elle-même, soit, à l'inverse, à une démultiplication de la « guerre contre la terreur » qui ne connaîtrait alors plus de limites, notamment en termes de moyens employés. Ce cauchemar ultime de Washington suscite de sombres pensées chez les hauts responsables militaires du pays. Le général Myers, ancien chef d'état-major des armées, estime que si un attentat terroriste tuait 10 000 Américains, « c'en serait fini de notre mode de vie »¹⁷². Quant au général Franks, qui dirigea les opérations en Afghanistan et en Irak, il estime qu'un tel événement pourrait conduire le peuple américain « à mettre en cause notre propre Constitution et à entamer la militarisation de notre société », au risque d'y perdre « ce qu'elle a de plus cher, la liberté »¹⁷³.

V – CONCLUSION

Le rôle futur de l'Amérique dans le monde, ainsi que son identité politique et culturelle, seront largement déterminés, dans les deux décennies qui viennent, par ses relations avec trois ensembles : le Moyen-Orient (pétrole, terrorisme, prolifération), l'Asie du Nord-Est (face-à-face avec la Chine) et l'Amérique latine (immigration).

L'Amérique sera-t-elle « cosmopolite », « impérialiste » ou « nationale »¹⁷⁴ ? Dans le premier cas, elle sera une société ouverte sur le monde et multiculturelle : c'est le monde qui refait l'Amérique. Dans le second, elle tentera, comme c'est le cas depuis le 11 Septembre, de refaire le monde à son image. Dans le troisième, elle s'attachera à pérenniser son « exceptionnalisme » tout en se gardant de l'imposer au reste de la planète. Dans tous les cas de figure, elle restera en position dominante sur la scène internationale pour longtemps, et la société américaine sera de plus en plus conservatrice, quelle que soit l'identité des successeurs de George W. Bush.

169. Cité in M. Weitzmann, « Le mal à l'Irak des intellectuels américains », *Le Monde* 2, 17 février 2007, p. 25.

170. Sur ce thème, voir B. Tertrais, *La Guerre sans fin*, op. cit.

171. D'ores et déjà, les analystes républicains estiment que « nous ne pouvons pas nous payer le luxe de finir la guerre contre la terreur avant de nous attaquer au défi chinois. Nous devons remporter les deux, et il n'y a pas de temps à perdre ». In J. Babbin, E. Timperlake, *Showdown. Why China Wants War With the United States*, Regnery Publishing, New York, 2006, p. 156.

172. In J. C. Kerr, « Terror threat level raised to orange », *Associated Press*, 21 décembre 2003.

173. In M. R. Shanken, « General Tommy Franks: an exclusive interview with America's top general in the war on terrorism », *Cigar Aficionado*, décembre 2003.

174. Ces catégories sont empruntées à S. P. Huntington, op. cit., p. 262-366.

Ce double constat n'est guère encourageant pour la majorité des Européens. Mais il y a bel et bien une divergence croissante dans les valeurs et les pratiques politiques entre les deux côtés de l'Atlantique¹⁷⁵. Certes, celle-ci a ses limites. Le mouvement de « droitisation » des sociétés politiques affecte également notre continent¹⁷⁶, et les États-Unis et l'Europe forment encore un ensemble suffisamment homogène pour que l'on puisse toujours parler de communauté transatlantique. Nous restons chacun, l'un pour l'autre, le partenaire le plus proche du point de vue politique et culturel – sans compter les intérêts stratégiques communs, du combat contre le terrorisme à la lutte contre la prolifération en passant par la stabilisation du Moyen-Orient. Mais cette divergence est d'autant plus significative qu'elle se double d'un désintérêt croissant de la part des États-Unis vis-à-vis de l'Europe, au bénéfice de l'Asie. Ceci n'a rien que de très naturel : la question de la sécurité européenne, qui a dominé le xx^e siècle, est désormais close, alors que la question de la sécurité en Asie reste largement ouverte, et dominera sans doute le xxi^e siècle.

Dans le même temps, l'on constate une intégration transatlantique de plus en plus grande sur les plans économique et financier. Depuis le début de la décennie, 57% de l'investissement américain s'est porté sur l'Europe, et 75% de l'investissement européen sur l'Amérique. En 2005, les États-Unis ont investi quatre fois plus en Allemagne qu'en Chine. Et en 2006, l'Europe a investi davantage au Texas que les États-Unis en Chine et au Japon... L'Amérique reste le principal marché pour les entreprises européennes, et l'Europe le principal marché pour les entreprises américaines (hors hémisphère occidental)¹⁷⁷.

Ce début de siècle montre ainsi une étrange dichotomie : l'Atlantique reste le centre du monde économique, mais le Pacifique s'affirme de plus en plus comme le centre du monde stratégique.

L'Europe laissera-t-elle à l'Amérique seule la gestion des intérêts stratégiques occidentaux en Asie? Il est urgent pour elle de s'intéresser davantage aux enjeux de sécurité dans cette région. L'affaire de la levée éventuelle de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine a en effet révélé à quel point la majorité des Européens étaient encore inconscients de ces enjeux. Or une

crise militaire majeure dans cette partie du monde aurait des répercussions politiques et économiques considérables, qui se feraient sentir directement sur notre continent. Un tel événement, que personne, bien évidemment, ne saurait souhaiter, aurait le mérite de clarifier les enjeux. Serions-nous, Européens, du côté de la République populaire de Chine et de ses partenaires privilégiés – la Corée du Nord, la Birmanie, le Pakistan... – ou bien du côté des États-Unis et de leurs alliés – les démocraties politiques de la région telles que le Japon, Taïwan, l'Inde, ou l'Australie?

Nos divergences et nos désaccords avec l'Amérique sont profonds, structurels et inscrits dans la durée. Mais ils ne sauraient masquer l'essentiel : les deux ensembles qui forment encore aujourd'hui la communauté transatlantique continuent à partager, face au reste du monde, des valeurs et des intérêts communs. Faudra-t-il un nouveau conflit majeur pour que les Européens en prennent conscience?

175. Sur ce thème, voir B. Tertrais, *Europe, États-Unis : valeurs communes ou divorce culturel?*, *op. cit.*

176. Sur ce thème, voir E. Dupin, *op. cit.*

177. D. S. Hamilton, J. P. Quinlan, *The Transatlantic Economy 2006*, Center for Transatlantic Relations, Johns Hopkins University, 2007.

